

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

ETUDE SUR L'ADOPTION

D'après la loi du 19 juin 1923

THESE POUR LE DOCTORAT

(*Sciences Juridiques*)

présentée le 3 juin 1929

par

Gabriel FÉNOLHAC

DOCTEUR EN DROIT

JURY :

Président **M. PIEDELIÈVRE**

Chevalier de la Légion d'Honneur, Professeur

Suffragants } **M. PICARD**, Professeur
 } **M. ROUAST**, Professeur

1929

IMPRIMERIE ANDRÉ DUVAL

142, Rue Lecourbe, 142

PARIS - XV'



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THESE POUR LE DOCTORAT

D'après la loi du 19 juin 1923

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les thèses qui ne seront pas imprimées et présentées selon ces indications seront rigoureusement refusées.

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

ETUDE SUR L'ADOPTION

D'après la loi du 19 juin 1923

THESE POUR LE DOCTORAT

(*Sciences Juridiques*)

présentée le 3 juin 1929

par

Gabriel FÉNOLHAC

DOCTEUR EN DROIT

JURY :

Président : M. PIEDELIÈVRE

Chévâtier de la Légion d'Honneur, Professeur

Suffragants } **M. PICARD, Professeur**
 } **M. ROUAST, Professeur**

1929

IMPRIMERIE ANDRE DUVAL

142, Rue Lecourbe, 142

PARIS - XV^e



Étude sur l'adoption, d'après la loi du 19 Juin 1923

INTRODUCTION

Parmi les lois récentes, celle du 19 juin 1923 sur l'adoption est une des plus importantes en raison des modifications qu'elle a apportées au texte du Code civil sur ce sujet. S'inspirant visiblement des dispositions des lois étrangères qui ont modernisé l'adoption, elle a abrogé, en les remplaçant par des dispositions nouvelles, les art. 343 à 370, c'est-à-dire tout un titre, le titre 8 du livre I^{er} du Code civil relatif à l'adoption et à la tutelle officieuse.

La rédaction de cette loi paraît marquer l'emploi d'une nouvelle méthode dans l'agencement du travail législatif. Jusqu'à cette date en effet les discussions relatives à la préparation des lois, même de pur droit privé, demeuraient du domaine des Chambres. Celles-ci ont au contraire employé une autre méthode dans l'élaboration de la loi de 1923. Elles ont fait confiance d'abord à la Société d'études législatives dont les travaux ont efficacement préparé la réforme faite en 1923. Les commissions de législation civile et criminelle des deux Chambres ont consacré elles-mêmes, sur la plupart des points, les textes préparés par la Société d'études législatives, et lorsque la proposition a été soumise à l'agrément des Chambres, elle n'a donné lieu à aucune discussion en séance publique. Celles-ci se sont bornées purement et simplement à ratifier l'œuvre de leurs commissions de législation, œuvre mise au point déjà par la Société d'études législatives, de sorte qu'une loi qui abroge 28 articles du Code civil, c'est-à-dire le contenu de tout un titre de ce code, a été votée dans un court délai par le Sénat et la Chambre des Députés.

Le mérite de la réforme revient donc avant tout à la Société d'études législatives qui avait examiné la question avec le plus grand soin, puis aux deux rapporteurs, M. Pérès au Sénat et M. Guibal à la Chambre, qui se sont inspirés des travaux de cette Société (1).

(1) Article de M. Casabianca, journal *Le Temps*, 20 juin 1923.

Les travaux préparatoires de la loi du 19 juin 1923 comprennent, en dehors des travaux de la Société d'études législatives :

1° Le rapport présenté par M. Pérès au Sénat le 26 octobre 1922, au nom de la Commission de législation civile et criminelle du Sénat (1) ;

2° Le rapport présenté par M. Guibal à la Chambre des Députés, le 17 mai 1923, au nom de la Commission de législation civile et criminelle de la Chambre (2).

L'exposé de M. Pérès est plus bref. Le rapport de M. Guibal au contraire a développé avec plus d'ampleur les considérations philosophiques et sociales. Mais, quelles que soient les divergences de forme ou de fond qui les séparent, ces deux documents constituent assurément le meilleur commentaire de la loi de 1923, car il ne faut pas oublier que le texte proposé par les deux rapporteurs a été voté sans modification au Luxembourg comme au Palais-Bourbon.

Dans ces deux études, les inconvénients et les défauts de la législation sur l'adoption, telle qu'elle résultait du Code civil, ont été soulignés et critiqués avec talent. Le Code n'autorisait que l'adoption des majeurs, cette institution ne pouvait donc atteindre son but essentiel, car l'intention certaine de l'adoptant est d'introduire à son foyer un enfant qu'il pourra former et instruire, et non pas un adulte dont l'éducation est déjà faite et qui fatalement ne tardera pas à quitter l'adoptant pour fonder à son tour une famille. Aussi les résultats furent tels qu'il était aisé de le prévoir.

Le nombre annuel des adoptions était insuffisant (3).

Or c'était surtout depuis la guerre que l'adoption apparaissait comme un moyen de procurer à de nombreux orphelins une nouvelle famille. Il ne pouvait donc plus être question de s'arrêter aux considérations qui avaient poussé les rédacteurs du Code civil à restreindre en quelque sorte le jeu de l'adoption par l'étroitesse des règles dans lesquelles ils l'avaient enserrée. Il ne s'agissait plus de fournir simplement aux Français la possibilité de se procurer une filiation factice, sans se placer sous la loi du mariage, il fallait parer aux conséquences d'une guerre qui avait privé tant d'enfants des secours de leurs parents et remédier le plus largement à leur infortune. « N'est-il pas évident, déclare M. Guibal, que les conséquences de la guerre de 1914-1918 ont rendu plus impérieux que précédemment le besoin d'adapter aux aspirations de notre époque les textes « qui organisent le régime de l'adoption ? Combien peuvent le désirer, « des parents qui ont perdu sur le champ de bataille leur fils unique ou « même hélas tous leurs enfants, et qui voudront consoler ou tout au moins « atténuer leur douleur en élevant à leur foyer par exemple un orphelin

(1) *Journal Officiel*, Documents parlementaires, Sénat, session extraordinaire, séance du 26 octobre 1922, annexe n° 620.

(2) *Journal Officiel*, Documents parlementaires, Chambre des députés, session ordinaire, séance du 17 mai 1923, annexe n° 5.989.

(3) Une centaine environ (Planiol et Ripert, *Traité élémentaire, Droit civil*, Tome 1^{er}, 10^e Ed., n° 1.570).

« de guerre. Le progrès qu'on réaliserait, en autorisant l'adoption dans des conditions que l'opinion actuelle considère comme insuffisantes au regard de l'intérêt social, ne constituerait pas une innovation très hardie. »

Ainsi la loi nouvelle, désireuse de tenir compte du malheureux sort imposé par la guerre à de nombreux enfants, a songé à l'adoption comme pouvant être le meilleur remède à leur infortune, mais, comprenant que les imperfections de sa réglementation par le Code civil la rendaient impropre au but qu'on voulait lui assigner, la loi de 1923 a rompu délibérément avec cette législation désuète et elle s'est efforcée « de donner la vie à une institution bienfaisante jusqu'ici stérilisée par les textes, malgré l'ardent désir des intéressés. » (1)

Quels étaient donc les défauts de la législation du Code civil sur ce point et comment une institution, sur laquelle les hommes de la Révolution avaient fondé de si larges espoirs, n'avait-elle donné que de si maigres résultats ? C'est ce que nous allons brièvement examiner.

(1) Observation de M. Boivin-Champaux, président de la Commission de législation civile et criminelle du Sénat, à la séance de la Société d'études législatives du 26 janvier 1923.

CHAPITRE I

HISTORIQUE

Nous diviserons ce chapitre en deux sections :

1° La réglementation de la législation de l'adoption d'après le Code civil ;

2° L'évolution de la législation depuis le Code civil.

§ 1^{er} Réglementation de la législation de l'adoption d'après le Code civil

Pour comprendre l'insuffisance de la réglementation de l'adoption par le Code civil, il est indispensable d'en rapporter brièvement les traits fondamentaux.

D'abord quant aux conditions de fond, le Code civil exigeait : 1° Que l'adoptant soit âgé de 50 ans au moins (*art. 343*), c'est-à-dire qu'il ait passé l'âge où l'on peut espérer avoir des enfants ; 2° qu'il n'eût aucun enfant ou descendant légitime à la date de l'adoption (*art. 343*) ; 3° Qu'il eût 15 ans au moins de plus que l'adopté (*art. 343*) ; 4° Qu'il eût une bonne réputation (*art. 355*) ; 5° De plus une jurisprudence constante exigeait la qualité de Français.

Quant à l'adopté, il devait être majeur (*art. 346*).

D'autre part à ces conditions s'ajoutaient, pour l'adoptant, l'obligation d'avoir donné des soins pendant la minorité de celui-ci au moins pendant six années consécutives, et, s'il était marié, la nécessité du consentement de son conjoint (*art. 344, al 2*).

Enfin, pour l'adopté, la nécessité des consentements de ses père et mère (*art. 346*).

Il convient de noter que les conditions prévues par le projet primitif (6 *primaire an X*) étaient toutes différentes :

1° Etre ou avoir été marié ; 2° n'avoir pas d'enfant ou de descendant légitime ; 3° n'avoir pas dépassé l'âge de 70 ans ; 4° et avoir au moins 19 ans de plus que l'adopté.

Donc primitivement il n'y avait pas d'âge minimum prévu pour l'adop-

tant et l'adopté pouvait être mineur. Ce fut dans la dernière rédaction du Code civil qu'on restreignit le bénéfice de l'adoption aux majeurs et qu'on créa pour les mineurs une institution que l'on considérait comme l'équivalent de l'adoption : la tutelle officieuse, mais cette institution était presque complètement inconnue dans la pratique.

Contrairement aux prévisions de ceux qui l'avaient imaginée, elle ne joua aucun rôle, ses effets étant trop incertains : elle ne pouvait en effet aboutir à l'adoption, même testamentaire, que si le tuteur officieux avait pendant 5 ans nourri et élevé son pupille. Cette adoption était sans doute dispensée de toutes les formes requises pour l'adoption ordinaire. Le testament suffisait dans ce cas pour adopter un mineur, si l'adoption était acceptée par l'adopté après la mort de l'adoptant, mais personne n'avait songé à mettre en pratique cette institution, d'autant plus que l'adoption testamentaire ne produisait ses effets que si l'adoptant venait à mourir avant la majorité de l'adopté, sinon il fallait recourir aux formes ordinaires de l'adoption (*art. 361 à 370 Code civil. Tutelle officieuse.*)

Quelles étaient les formes de l'adoption d'après le Code civil ?

D'après les art. 343 à 360 du Code civil, l'adoption avait essentiellement un caractère solennel. Elle résultait d'un contrat reçu par le juge de paix, qui avait seul le droit de dresser acte des consentements respectifs. Ce contrat était soumis ensuite à deux homologations, d'abord celle du tribunal civil, puis celle de la Cour d'appel et enfin il devait être transcrit dans le délai de rigueur de 3 mois sur les registres de l'état civil.

Quant à ses effets, l'adoption, telle qu'elle était conçue par le Code civil, reposait sur une double idée : d'abord, malgré l'adoption, l'enfant reste dans sa famille naturelle et ses parents gardent envers lui tous leurs pouvoirs (*art. 348 et 349*), d'autre part elle ne rattache l'adopté qu'à l'adoptant et non à la famille de celui-ci. Les seules conséquences du lien de filiation artificielle avec l'adoptant étaient les suivantes :

1° Modification du nom de l'adopté (*art. 347*) ; 2° création de quelques empêchements de mariage (*art. 348*) ; 3° création d'une obligation alimentaire (*art. 349*) ; 4° attribution d'un droit héréditaire, fortifié par un droit de réserve, à l'adopté, sans réciprocité pour l'adoptant qui ne possède qu'un droit de retour légal (*art. 350 et 351*) sur les biens donnés à l'adopté prédécédé sans postérité.

Ce droit de retour légal appartenait également sous certaines conditions aux descendants de l'adoptant.

L'adoption, sous le régime du Code civil, était donc un contrat soumis à des formalités compliquées, qui ne produisait que des effets assez restreints et qui surtout ne pouvait pas s'appliquer à ceux pour lesquels il offrait le plus d'utilité, c'est-à-dire aux mineurs. Dès lors il ne faut pas s'étonner du nombre restreint des adoptions : la moyenne annuelle dans toute la France a été de 79 pendant les années 1896 à 1900, de 91 pen-

dant la période de 1901 à 1905, de 100 pendant la période de 1906 à 1910, enfin on en avait relevé 139 en 1910, 111 en 1911 (1) et 123 en 1913.

§ II. Evolution de la législation depuis le Code civil

Depuis le Code civil une seule loi d'une certaine importance était venue compléter les textes du Code civil : Il s'agit de la loi du 13 février 1909, relative au nom de l'enfant naturel adopté par son auteur ; loi qui contient une innovation assurément utile, mais dont la portée est nettement limitée. Voici son objet : Si l'adopté est un enfant naturel non reconnu, la loi permet de conférer purement et simplement le nom de l'adoptant à l'adopté sans l'ajouter au nom déjà porté par celui-ci ; ainsi n'apparaîtra pas l'origine de la filiation naturelle de cet enfant, la loi de 1923 a, bien entendu, conservé cette règle.

D'autre part une autre tentative de réforme de l'adoption s'était manifestée avant la guerre, c'est la proposition de loi de M. Joseph Python (2). M. Python ne proposait pas une réforme radicale, il demandait seulement de remédier à l'imperfection de la loi du 13 février 1909 relative à la mention de l'adoption faite en marge de l'acte de naissance de l'adopté et à la transcription de l'arrêt d'adoption.

Il faut arriver en 1916 pour trouver une proposition de loi plus importante. Les événements de la guerre avaient rendu plus impérieux que précédemment le besoin d'assouplir les textes sur l'adoption et d'adapter celle-ci aux aspirations nouvelles. Le but essentiel à atteindre était de permettre à des personnes généreuses d'élever à leur foyer des enfants que la guerre avait rendus orphelins, mais, pour atteindre ce but, il fallait autoriser l'adoption des mineurs, alors que cette adoption rencontrait toutes sortes d'obstacles sous l'empire du Code civil.

De 1916 à 1920 on ne trouve pas moins de quatre propositions déposées en ce sens, dont trois à la Chambre et une au Sénat.

La première date du 25 juillet 1916, elle était présentée par M. Lefebvre du Prey et plusieurs de ses collègues. Elle tendait à modifier les articles 345, 346 et 353 et à abroger les articles 357 et 358 (3).

Ceux qui présentaient cette proposition pensaient résoudre la difficulté de l'adoption des mineurs en subordonnant la validité de l'adoption, — des orphelins notamment, — au consentement du conseil de famille homologué par le tribunal et en réservant un droit d'appel au ministère public.

Ils accordaient d'ailleurs aux mineurs la faculté de renoncer, dans l'année suivant la majorité, au bénéfice de l'adoption.

En outre cette proposition abrogeait les articles 357 et 358, c'est-à-dire

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives* 1920, page 140.

(2) Documents parlementaires, Chambre des députés, annexe à la séance du 10 février 1914, n° 3.505, page 705.

(3) Documents parlementaires, Chambre, annexe n° 2.359, à la séance du 25 juillet 1916, page 1.300.

la nécessité de la confirmation du jugement d'adoption par la Cour d'appel. Elle était limitée enfin aux mineurs orphelins de père et de mère, c'est-à-dire aux plus dignes d'intérêt, mais elle visait tous les orphelins.

Une seconde proposition, en date du 12 septembre 1916 (1), émanant de M. Durafour et de plusieurs de ses collègues, ne concernait au contraire que les seuls orphelins de guerre et elle se bornait à modifier les articles 345, 346, 350 et 359. Par suite de cet objet restreint, la proposition ne bouleversait pas de fond en comble l'institution. Les auteurs se contentaient « d'une solution moyenne, éclectique, qui débarrasse de toute entrave « légale l'adoption des enfants des soldats morts pour la patrie, sans encourager dans la société française l'abus des paternités artificielles, dont la « généralisation risquerait de compromettre une part des grands intérêts du « pays » ; et, dans la mise en œuvre, ils donnaient plus d'extension à la formule de l'article 345, qui permet l'adoption des fils et petits-fils des soldats morts sous les drapeaux pendant la guerre, ou, après la clôture des hostilités, succombant des suites des faits de guerre.

Ils n'exigeaient que la majorité de l'adoptant, le consentement de son conjoint et une différence d'âge avec l'adopté. La présence de descendants légitimes ne mettait pas obstacle à cette adoption particulière, mais, dans ce cas, les droits héréditaires de l'adopté étaient notablement réduits.

Animée du même esprit, la proposition de M. Simonet, déposée le 31 mai 1918, au Sénat (2), vise à protéger les enfants des soldats disparus. En l'absence d'enfants légitimes, l'adoption est permise à 50 ans pour les hommes et à 45 ans pour les femmes, mais, pour imiter davantage la nature, la différence d'âge entre l'adoptant et l'adopté était élevée à 20 ans.

Cette proposition tendait en outre à simplifier la procédure de l'adoption en supprimant l'approbation, par la Cour d'appel, de la décision du tribunal. Elle permettait d'ailleurs au ministère public de présenter des observations et elle laissait à l'adopté la faculté de renonciation à l'adoption, qu'il devait exercer dans l'année de sa majorité, mais alors à charge de restituer à l'adoptant les libéralités reçues de lui. Cette proposition n'aboutit pas plus que les précédentes.

Enfin, le 31 juillet 1920, MM. Léon Bérard et Ignace, en vue de faciliter l'adoption des orphelins de guerre, rédigèrent une proposition de loi qui s'appliquait aux mineurs et abaissait à 40 ans le minimum d'âge requis de l'adoptant. Mais cette proposition n'avait qu'un objet restreint, elle n'avait essentiellement pour but que d'élargir les conditions exigées par la loi du 27 juillet 1917 pour la protection des orphelins de guerre. En réalité il ne s'agit pas là de l'adoption proprement dite. L'article premier de cette loi porte, sans doute, que : « La France adopte les orphelins dont « le père, la mère ou le soutien de famille a péri au cours de la guerre

(1) Documents parlementaires, Chambre 1916, annexe n° 2.472, page 1.424.

(2) Documents parlementaires, Sénat, annexe n° 220, séance du 31 mai 1918.

« de 1914, victime militaire ou civile de l'ennemi » ; mais il s'agit au fond d'une assistance et non d'une adoption.

Cependant la proposition de MM. Bérard et Ignace eut tout au moins l'avantage d'attirer, à propos des orphelins de guerre, l'attention du législateur sur la réforme de l'adoption et il parut nécessaire d'élaborer une loi d'une portée générale, susceptible de s'appliquer aux orphelins de guerre comme à tous les enfants dont la situation malheureuse méritait un sort meilleur. Ce fut en ce sens que conclurent, dans leur rapport, M. Pérès au Sénat et M. Guibal à la Chambre, relativement à la proposition qui est devenue la loi du 19 juin 1923.

Le rapport présenté par M. Pérès au Sénat, le 26 octobre 1922 (1), et celui présenté par M. Guibal à la Chambre des Députés, le 17 mai 1923 (2), montrent tout l'intérêt qui s'attachait à une réforme de la réglementation de l'adoption dans le Code civil. Le rapport de M. Guibal est surtout utile à consulter, en raison des considérations sociales et philosophiques qui abondent dans son travail. Ce rapport commence à rappeler que, dès 1889, les adoptions deviennent de jour en jour plus fréquentes, et leur fréquence se serait certainement multipliée si les personnes qui se proposent d'adopter n'eussent été détournées de leur projet par les obstacles que le Code civil dressait contre elles. M. Pérès est du même avis, il estime que si, au XIX^e siècle les adoptions ont été moins nombreuses, ce n'est pas que les Français se sont détournés de cette institution, c'est en raison des obstacles apportés par les textes du Code civil.

Du fait que le Code civil n'autorise que l'adoption des majeurs, les époux âgés, sans postérité, sont détournés de l'adoption, car ils veulent introduire à leur foyer un enfant qu'ils pourraient élever et non pas un adolescent qui les quittera bientôt. L'adoption ne peut donc atteindre son but essentiel : permettre aux adoptants de recueillir des mineurs ayant perdu leurs parents.

Or, depuis la guerre de 1914-1918, il est plus nécessaire que jamais d'autoriser l'adoption des mineurs, et de donner un foyer à un orphelin de guerre.

Dans la préparation des réformes souhaitables, les rapporteurs ont tenu, d'ailleurs, le plus grand compte des opinions émises au cours de la discussion approfondie de la question à la Société d'études législatives (3).

Sur les conditions de fond, ils aboutissaient aux conclusions suivantes : 1^o abaisser l'âge de l'adoptant de 50 à 40 ans, en maintenant l'exigence d'un minimum de 15 ans de différence d'âge entre l'adoptant et l'adopté ; 2^o permettre franchement l'adoption des mineurs et supprimer la tutelle officielle comme dénuée de toute application pratique ; 3^o autoriser l'adop-

(1) *Journal Officiel*, Documents parlementaires, Sénat, session extraordinaire, séance du 26 octobre 1922, annexe n° 620.

(2) *Journal Officiel*, Documents parlementaires, Chambre, session ordinaire, séance du 17 mai 1923, annexe n° 5.989.

(3) *Bulletin de la Société*, 1920-1921.

tion d'un Français par un étranger ; 4° exiger le consentement personnel de l'adopté s'il a au moins 16 ans révolus ; 5° exiger le consentement du conjoint soit de l'adoptant, soit de l'adopté, s'il est marié.

Relativement aux conditions de forme, les rapporteurs conclurent aux innovations suivantes : 1° Le contrat pourra être dressé aussi bien par un notaire que par le juge de paix du domicile de l'adoptant ; 2° Le consentement des père et mère de l'adopté sera nécessaire si celui-ci n'a pas encore 21 ans révolus ; à défaut des père et mère ce consentement émanera du conseil de famille ; 3° Enfin le contrat d'adoption devra être homologué mais seulement par le tribunal civil ; d'autre part, le jugement d'homologation sera accompagné d'une publicité que le projet s'efforce de rendre moins coûteuse qu'auparavant.

Quant aux effets de l'adoption, MM. Pérès et Guibal n'hésitaient pas à proposer de transmettre la puissance paternelle à l'adoptant ; à exiger uniquement le consentement de ce dernier pour le mariage du mineur ; mais il va de soi qu'en cas de décès de l'adoptant, la puissance paternelle doit retourner aux père et mère, car l'adopté reste dans sa famille naturelle.

Enfin MM. Guibal et Pérès admettaient la possibilité, non acceptée par le Code civil, de la révocation de l'adoption, non pas en vertu d'un accord des deux parties, mais en conséquence d'un jugement qui ne pourra être fondé que sur des motifs très graves, laissés à l'appréciation du tribunal.

Ce sont les conclusions de ces deux rapports qui, ayant été adoptées par le Parlement, ont trouvé leur consécration définitive dans la loi du 19 juin 1923.

Avant d'étudier cette loi, il est utile de passer en revue la réglementation de l'adoption par les législations étrangères.

CHAPITRE II

L'adoption dans les législations étrangères

D'après les renseignements que donnent MM. Secrétan (1) et Verdenal (2), l'adoption n'est pas consacrée par toutes les législations. L'adoption, au sens français de cette expression, n'existe pas dans les pays suivants : Hollande, Portugal, République Argentine, Chili et Pérou. Au contraire, l'adoption est admise par l'Italie (C. civ., art. 202 et suiv.), l'Espagne (C. civ. art. 1730), l'Allemagne (C. civ., art. 1741 et suiv.), la Suisse (C. civ., art. 264 et suiv.), la Roumanie (C. civ., art. 311 et suiv.), le Japon (C. civ., art. 637 et suiv.). Elle est également consacrée par la Grèce, les Etats-Unis d'Amérique, la Bulgarie depuis une loi de 1889, la Suède depuis une loi de 1917, la Norvège depuis 1918 (3).

D'autre part le Code civil autrichien, révisé en 1916 et entré en vigueur le 1^{er} janvier 1917, admet également l'adoption (C. civ., art. 180 et suiv.).

Il faut citer enfin la loi anglaise sur l'adoption (*Children. Act.* 1926, 16 et 17, *George V*, chap. 29). Entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1927, elle a totalement modifié les conditions antérieures de l'adoption d'après les coutumes existantes (adoption d'ailleurs limitée au cas d'adoption d'enfant abandonné par ses parents et qui était plutôt une tutelle officieuse).

En Belgique et dans le Luxembourg, les anciennes dispositions du Code civil français continuent à être appliquées.

Les principales dispositions des lois étrangères sur l'adoption se groupent tout naturellement dans le cadre suivant :

- 1° Conditions de fond;
- 2° Conditions de forme;
- 3° Effets de l'adoption ;
- 4° La révocation de l'adoption.

(1) *L'adoption*, Thèse, Lausanne, 1914.

(2) *L'adoption dans la loi du 19 juin 1923*, Thèse, Paris, 1923.

(3) Consulter, pour ces deux derniers pays, *Annuaire de législation étrangère de la Société de législation comparée*, années 1916-1917, p. 365 et 1918-1919, p. 290.

I. Conditions de fond

Les diverses législations contiennent à cet égard des dispositions sensiblement analogues concernant l'âge de l'adoptant et la différence d'âge avec l'adopté, l'absence d'enfants légitimes de l'adoptant et certaines conditions envisagées chez l'adopté.

1° En ce qui concerne les conditions de fond requises chez l'adoptant, la première est une question d'âge. Il n'y a que deux pays : le Japon (*Code civ.*, art. 837) et l'Etat de New-York aux Etats-Unis, qui se contentent de la majorité de l'adoptant. Dans plusieurs législations c'est l'âge de 50 ans qui est exigé (*Code civ. italien*, art. 202; *Code civ. allemand*, art. 1744) toutefois ce dernier code (art. 1746) permet l'adoption à une personne âgée de moins de 50 ans, pourvu que l'adopté soit majeur; cette disposition semble avoir pour objet de faciliter l'adoption des enfants naturels.

En Espagne l'adoptant doit avoir 45 ans (*C. civ.*, art. 173).

La loi française de 1923 s'est ralliée à la règle suivie en Suisse et en Autriche où il suffit, pour adopter, d'être âgé seulement de 40 ans. (*C. civ. suisse*, art. 264; *C. civ. autrichien révisé en 1916*, art. 180).

La loi anglaise de 1926 exige, pour l'adoptant, plusieurs conditions supplémentaires qu'on ne rencontre pas dans les autres législations. Elle se montre plus sévère que les autres : 1° en ce qu'elle interdit à un célibataire d'adopter une jeune fille; 2° l'adoption ne peut émaner que d'une personne seule et non d'une association ou même d'un groupe de plusieurs personnes; toutefois l'adoption peut être faite par deux époux soit conjointement soit par l'un d'eux mais avec le consentement de l'autre époux; 3° l'adoption n'est pas permise à une personne qui n'est pas domiciliée en Angleterre ou dans le Pays de Galles; elle est également interdite si l'adopté n'est pas sujet britannique, ni domicilié en Angleterre ou dans le pays de Galles.

Toutes les lois s'accordent également pour admettre une différence d'âge entre adoptant et adopté. Généralement la différence imposée est même plus élevée qu'en France. « L'enfant adoptif doit être plus jeune que ses parents adoptifs d'au moins 18 ans », porte l'art. 180 du Code civil autrichien révisé. C'est la même différence qui est consacrée par la loi italienne (art. 202), suisse (art. 264), et allemande (art. 1744). Toutefois, le Code civil allemand (art. 1745) permet d'accorder une dispense de cette différence d'âge.

D'après la loi anglaise de 1926, l'adoptant doit être âgé de plus de 25 ans et il doit avoir au moins 21 ans de plus que l'adopté. Cependant les tribunaux peuvent, s'ils le jugent convenable, apporter une exception à cette règle lorsque le futur adoptant et le futur adopté sont parents à un degré qui leur interdit le mariage ; dans ce cas la différence d'âge entre l'adoptant et l'adopté pourra être inférieure à 21 ans.

Toutes les lois sont également d'accord pour interdire l'adoption à celui qui a déjà un enfant légitime : Code civ. italien (art. 202), C. civ.

espagnol (*art. 174*), *C. civ. suisse* (*art. 264*), *C. civ. allemand* (*art. 1741*) ; toutefois le législateur allemand ne considère pas la présence d'un enfant conçu comme un obstacle définitif à la validité de l'adoption.

La plupart des pays admettent la possibilité d'adopter successivement plusieurs enfants. L'*art. 1743* du Code civ. allemand est même formel à cet égard ; seul, le Code civil autrichien (*art. 183*) interdit toute adoption à celui qui a déjà un enfant adoptif.

C'est encore une règle généralement suivie que le futur adoptant doit obtenir, s'il est marié, le consentement de son conjoint. C'est ce que décide formellement le Code civ. autrichien révisé (*art. 180*) : « Une personne « mariée ne peut adopter ou être adoptée qu'avec le consentement de son « conjoint ; ce consentement n'est pas nécessaire quand ce conjoint est en « état de démence, ou si sa résidence est inconnue, ou en cas de dissolution de mariage ».

En principe aucune autre autorisation n'est imposée à l'adoptant pour qu'il puisse réaliser son projet ; on doit noter cependant une règle particulière au Code civil italien, d'après laquelle l'adoptant doit obtenir le consentement de ses parents, même s'il est âgé de plus de 50 ans (*art. 208*). C'est un vestige de l'organisation de la famille romaine, dans laquelle aucune personne ne pouvait entrer sans l'autorisation du *pater familias*.

D'autre part il paraît intéressant de signaler que diverses législations, le Code civil allemand (*art. 1752*), le Code civ. italien (*art. 207*), le Code espagnol (*art. 174*), ne permettent pas à un tuteur, tant qu'il exerce ses fonctions, d'adopter son pupille, et subordonnent la validité de l'adoption à l'approbation préalable du compte de tutelle.

2° Conditions de fond requises chez l'adopté.

Dans tous les pays l'adoption des mineurs n'a jamais fait de difficultés. En Italie, toutefois, l'âge minimum requis de l'adopté est 18 ans ; le décret italien du 31 juillet 1919 n'exonère de cette condition d'âge que les mineurs orphelins de guerre. Jusqu'en 1923, la législatoin française était donc la seule à n'admettre que l'adoption des majeurs.

Relativement à l'exigence de soins donnés et de secours fournis, elle ne se rencontrait que dans la législation française. Il est cependant une législation, celle de l'Angleterre, qui se rapproche à un certain point de vue du Code civil français de 1804. D'après la loi anglaise de 1926, le tribunal doit statuer sur l'adoption ; or, s'il estime, pour un motif quelconque, que l'adoption est pour le moment inopportune, il peut cependant autoriser une sorte d'adoption provisoire en attendant la décision définitive. Cette adoption provisoire confère au futur adoptant la garde de l'enfant pendant deux ans au maximum, pendant cette période le tribunal peut imposer à l'adoptant toutes les conditions qu'il jugera convenables dans l'intérêt de l'enfant. Par exemple il peut prescrire à l'adoptant de déposer une caution, ou lui imposer telle ou telle mesure que le tribunal juge utile en vue du bien-être et de l'avenir de l'enfant.

Les autres législations se bornent à admettre que l'adoption doit être

« avantageuse » ou « utile » à l'adopté; telles sont les expressions employées par la loi suédoise de 1916, par la loi norvégienne de 1918, par le Code civil italien (*art.* 315), le Code espagnol (*art.* 178) et le Code suisse (*art.* 367). C'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient, dans tous ces pays, d'apprécier l'intérêt que l'adoption peut présenter pour celui qui en est l'objet.

La loi anglaise de 1926 impose une condition de fond spéciale à l'adopté. L'adoption ne peut être admise qu'au profit de mineurs non mariés. Les Anglais considèrent que c'est surtout pour cette catégorie de personnes que l'adoption peut présenter la plus grande utilité.

Toutes ces législations ont dû trancher une question qui ne présente de difficulté que pour l'adoption des mineurs : L'adoption d'un majeur implique naturellement le consentement de celui-ci ; mais que décider si l'adopté est mineur ? Les lois étrangères décident très sagement que tant que le mineur n'a pas atteint l'âge de discernement, le consentement à l'adoption devra émaner de ses représentants légaux, mais elles décident aussi que, arrivé à cet âge, le mineur devra lui-même concourir à l'acte avec l'assistance de son parent ou de son tuteur. C'est ce que porte le Code civil allemand, « le mineur âgé de 14 ans figure personnellement au contrat d'adoption » (*art.* 1760). Il suffit, d'après la loi suédoise de 1916, *art.* 5, qu'il soit âgé de 12 ans. Le Code civil suisse (*art.* 265) n'a pas fixé d'âge minimum : toutes les fois que l'enfant est jugé capable de discernement, il doit consentir à l'adoption. En Italie, où un mineur ne peut être adopté avant l'âge de 18 ans, son consentement est toujours exigé.

La loi anglaise, qui n'admet que l'adoption des mineurs, impose à l'adoptant l'obligation de demander au mineur l'avis de celui-ci, en tenant compte, bien entendu de son âge et du développement de ses facultés. D'ailleurs le consentement des parents ou du tuteur est toujours requis. La loi anglaise présente cependant cette particularité qu'en cas de refus des parents ou du tuteur, le tribunal peut, en se fondant sur des motifs qu'il estime légitimes, passer outre et autoriser l'adoption.

Dans tous les pays on a constaté la tendance des parents naturels à adopter leurs enfants. Une pareille adoption devait-elle être permise par le législateur ? La question ne fait aucune difficulté, en France, elle avait été résolue de bonne heure par la Jurisprudence (1) dans le sens de l'affirmative, et, lors des travaux préparatoires de 1923, cette solution a été considérée comme définitive. Mais, à l'étranger, certaines législations se sont montrées plus sévères, c'est ainsi, que, d'après le Code civil italien (*art.* 205), « les enfants nés hors mariage ne peuvent être adoptés par leurs père et mère ». Le Code civil autrichien contenait autrefois une disposition analogue, mais elle a été effacée par la novelle I du 2 octobre 1924 (*art.* 20), novelle qui a mis en vigueur toutes les dispositions du Code civil révisé relatif au droit des personnes et au droit de famille.

En Allemagne aucun lien légal de parenté n'existant entre l'enfant

(1) Cass. 1^{er} avril 1846, D. 46-1-81, et 13 juin 1882, D. 82-1-308.

naturel et son père, celui-ci a parfaitement le droit d'adopter son enfant naturel comme un étranger quelconque, et cette faculté a été étendue par la doctrine à la mère naturelle, à laquelle l'enfant se rattache légalement (*art. 1705*) (1). Des dispositions analogues se retrouvent dans la législation suisse.

Toutes les législations sont d'accord pour décider que l'adoption ne doit pas avoir pour résultat de tourner à l'avantage de l'adoptant. La loi anglaise est particulièrement formelle à cet égard, elle décide que le futur adoptant ne peut sous aucune forme recevoir une rémunération du fait de l'adoption. Elle se singularise aussi en ce que l'adoption ne peut s'appliquer qu'à un mineur, sujet britannique, domicilié en Angleterre ou dans le pays de Galles.

De cette analyse rapide des législations étrangères nous pouvons conclure que la loi française de 1923 leur a fait de larges emprunts, notamment en ce qui touche l'adoption des mineurs.

II. Conditions de forme

Toutes les législations considèrent l'adoption comme un acte solennel et exigent une formalité particulière, l'intervention d'un représentant de l'autorité, pour assurer le caractère sérieux de ce contrat, mais les législations étrangères étaient loin de s'être montrées aussi rigoristes que le Code civil français sur ce point.

D'après le droit allemand (*C. civ., art. 1751*), l'adoption est un contrat qui implique non seulement le consentement de l'adoptant et de l'adopté, mais aussi le concours des enfants déjà existants de l'adopté, si les effets de l'adoption doivent s'étendre à eux (*art. 1662*) ; les parties doivent être présentes au contrat, qui est passé devant notaire ou en justice. Il est nécessaire d'obtenir en outre l'homologation du tribunal (*art. 1741*), mais celui-ci ne peut refuser l'homologation si les conditions requises par la loi sont réunies. Le contrat, par lui-même, a l'énergie nécessaire pour lier les parties, mais ses effets ne prennent naissance qu'après l'homologation judiciaire (*art. 1754*). Le Code civil allemand prévoit le cas de décès de l'adopté ou de l'adoptant au cours de la procédure. Le décès de l'adopté avant l'homologation met un obstacle absolu à l'adoption. Le décès de l'adoptant ne produit pas un effet aussi radical ; s'il survient après le contrat d'adoption et avant l'homologation judiciaire, l'homologation pourra être accordée par le tribunal et elle engendrera les mêmes effets, notamment le droit à la succession de l'adoptant au profit de l'adopté, que si les formalités avaient été accomplies du vivant de l'adoptant, mais à la condition que le tribunal ait été saisi de la demande de confirmation avant le décès de l'adoptant.

Le Code civil autrichien exige des conditions analogues (*art. 181*),

(1) Secrétan, *thèse précitée*, page 67.

mais, si la mort de l'adoptant survient avant l'homologation par le tribunal, l'adoption ne peut plus produire ses effets.

C'est également par acte authentique que l'adoption a lieu en Suisse; elle doit de plus être soumise à l'homologation de l'autorité compétente, autorité fixée par le droit cantonal, mais qui est celle du domicile de l'adoptant. L'autorisation ne peut être accordée que si les conditions légales sont remplies, il faut notamment que l'adoptant ait donné des secours à l'adopté, ou qu'il existe de justes motifs et que l'adoption présente une utilité pour l'enfant. Elle se prouve par l'inscription portée sur le registre des naissances (*Code civil de 1911, art. 9*).

Le droit italien (*Code civil art. 213 et suiv.*) exige la présence des parties, et aussi celle des personnes dont le consentement est requis pour l'adoption, devant le président de la Cour d'appel dans le ressort de laquelle est situé le domicile de l'adoptant. L'acte d'adoption est soumis à l'approbation de la Cour après observations du ministère public, elle statue sans donner de motifs. Elle peut accorder l'adoption même après la mort de l'adoptant, s'il n'y a pas d'opposition de la part des héritiers de ce dernier (*art. 217*); enfin l'adoption doit être transcrite sur le registre des naissances dans le délai de 2 mois.

En Espagne c'est également l'autorité judiciaire qui donne son approbation à l'adoption, si elle paraît conférer des avantages à l'adopté.

C'est encore devant la justice qu'a lieu l'adoption en Roumanie. Depuis la loi du 24 mars 1906 l'adoption résulte d'une déclaration des deux parties en présence des père et mère de l'adopté, soit devant le tribunal, soit devant le Juge de Paix, selon le domicile de l'adoptant. Les magistrats vérifient si les conditions requises par la loi ont été observées et si l'adoptant jouit d'une bonne réputation. Le jugement, qui n'est pas précédé de motifs et qui n'est plus susceptible d'appel depuis la loi du 24 mars 1906, est ensuite inscrit sur le registre de l'état civil du domicile de l'adoptant.

L'intervention de la justice est aussi requise par la loi anglaise de 1926 qui impose même une procédure assez détaillée. La demande doit être présentée par l'adoptant à la haute cour, ou à un tribunal de comté, ou à tout tribunal de première instance dans le ressort duquel l'adoptant et le mineur sont domiciliés à la date de la demande. Le tribunal doit procéder à une enquête pour vérifier si toutes les conditions requises (âge, domicile) sont réunies. Un tuteur provisoire est nommé par le tribunal, qui peut choisir un fonctionnaire local, et le tribunal peut l'autoriser à faire, pendant la durée de la procédure, toutes les dépenses utiles à l'entretien et à l'éducation de l'enfant. D'autre part nous avons indiqué précédemment que le Tribunal, sans prendre une décision définitive, peut autoriser une adoption provisoire.

Les adoptions de fait qui pouvaient déjà se rencontrer en Angleterre avant la loi nouvelle, doivent être homologuées par les tribunaux, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'autorisation des parents ou du tuteur, ou

de vérifier si les conditions prescrites par la loi de 1926 sont réunies. Ainsi, par exception, le tribunal pourra homologuer, s'il le juge convenable, l'adoption d'une fille mineure par un célibataire majeur, mais les magistrats devront naturellement veiller à ce que l'adoption ne puisse présenter que d'heureux effets pour l'enfant.

Le jugement prononçant l'adoption est entouré d'une publicité. Un registre des adoptions est tenu au greffe général (*Somerset house*) à Londres; y sont indiqués : le nom de l'enfant, la date de sa naissance et celle de son adoption. Toute personne qui en fera la demande pourra consulter ce registre ; il est possible d'ailleurs d'en obtenir des extraits semblables à ceux des actes de naissance et de décès.

Les législations étrangères se montrent donc beaucoup plus favorables que la nôtre à l'adoption, en simplifiant les formalités compliquées que le Code civil français avait jugées indispensables. Les auteurs de la loi de 1923 se sont nettement inspirés de cette tendance et ils ont compris que l'adoption ne pouvait se développer qu'en atténuant les complications dont elle était entourée dans le Code civil.

III. Effets de l'adoption

Quelle que soit l'organisation qu'a reçue l'adoption dans les différentes législations, toutes sont d'accord sur ce point qu'elle ne peut pas avoir pour résultat de détruire le lien du sang, d'effacer le lien de filiation qui rattache l'enfant à ses parents naturels. L'avantage de l'adoption, c'est de procurer à l'adopté une nouvelle famille sans détruire celle qu'il avait déjà. Les législations modernes ont complètement rompu avec le principe antique, d'après lequel l'adopté était éliminé de sa famille par le sang, pour appartenir désormais d'une manière complète, et à l'exclusion de tout autre lien, à ses parents adoptifs.

Une autre différence avec la législation romaine provient de ce que l'adoption ne rattache pas l'adopté à toute la famille de l'adoptant. Elle ne crée de lien qu'entre l'adopté et l'adoptant et le conjoint de celui-ci si l'adoption émane de deux époux, mais l'enfant adoptif demeure un étranger par rapport aux autres parents de l'adoptant et il n'est uni à ceux-ci par aucun des droits et des obligations qu'implique le groupement familial.

De là un double principe que respectent toutes les législations contemporaines : 1° L'adoption, ne devant réaliser qu'un avantage pour l'adopté, n'évince pas celui-ci de sa famille naturelle; 2° elle ne crée de relation juridique qu'entre l'adopté et l'adoptant.

Puisque une parenté nouvelle est créée par l'adoption, elle engendre nécessairement des obligations et des droits. Les obligations consistent dans la nécessité de respecter une certaine prohibition de mariage et dans la création d'une obligation alimentaire limitée. Les droits résident dans les prérogatives résultant du lien de parenté, la transmission du nom de

l'adoptant, la protection découlant de la puissance paternelle et l'attribution du droit de correction. Quant à la nationalité de l'adopté, elle n'est en général aucunement influencée par l'adoption.

1° Le lien de parenté qui résulte de l'adoption est consacré par toutes les législations. C'est ainsi que le Code italien (*art. 737*) et le Code autrichien (*art. 183*) confèrent de plein droit à tous les descendants de l'adopté la qualité de descendants de l'adoptant.

On doit signaler toutefois une distinction établie par le Code civil allemand (*art. 1762*), l'adopté ne devient le parent que des enfants qui ont été l'objet d'adoptions ultérieures, mais non des enfants qui avaient pu être adoptés auparavant (*l'art. 1743 du Code civil all. autorise formellement les adoptions successives*). Il n'en serait autrement que si les adoptés antérieurs avaient donné leur adhésion à la nouvelle adoption. Cette distinction semble logique si l'on se réfère à l'idée que l'adoption est un contrat; elle ne saurait donc avoir d'effet qu'entre ceux qui ont donné leur adhésion.

La loi anglaise de 1926, se rattachant à la même conception que la loi française de 1923, décide que l'adoption a pour effet d'enlever aux parents par le sang leurs droits sur l'enfant : du jour de l'adoption le droit de puissance paternelle passe à l'adoptant. L'enfant appartient désormais d'une manière complète, et à l'exclusion de tous autres liens, à ses parents adoptifs. Cependant l'adopté conserve ses droits dans la succession ab intestat ou testamentaire de ses parents par le sang. Si le testament de ceux-ci est rédigé au profit de « leurs enfants », cette expression est censée comprendre même l'enfant qui a été adopté par une autre personne.

Il est intéressant de spécifier que la législation anglaise, s'inspirant essentiellement de l'intérêt de l'adopté, déclare que l'adoption est organisée uniquement dans l'intérêt de celui-ci. En conséquence il est formellement interdit au futur adoptant de recevoir sous quelque forme que ce soit une rémunération du fait de l'adoption.

Des prohibitions de mariage existent entre l'adopté et ses frères et sœurs adoptifs, entre l'adopté et l'adoptant et le conjoint de celui-ci. Telle est notamment la solution du Code civil italien (*art. 212*). Il est à noter toutefois que certaines législations, par exemple le Code civil autrichien, ne déduisent de l'adoption aucun empêchement au mariage.

La loi anglaise de 1926 consacre, elle aussi, le principe de la transmission de la puissance paternelle à l'adoptant. Ce dernier aura donc seul le pouvoir de s'occuper de l'éducation de l'enfant et de consentir à son mariage. Inversement, vis-à-vis de l'adoptant, l'adopté sera tenu des mêmes devoirs que ceux des enfants légitimes.

Toutefois, si la loi anglaise réglemente les droits respectifs de l'adoptant et de l'adopté, elle ne va pas jusqu'à établir entre eux un lien légal de parenté. De là cette conséquence singulière que, dans le silence

de la loi, l'adoption ne crée, semble-t-il, aucun empêchement au mariage entre l'adoptant et l'adopté.

2° En ce qui concerne l'alliance, elle ne peut en aucune manière résulter de l'adoption. Cette règle est affirmée par certaines législations ; ainsi, d'après l'art. 1763 du Code civ. allemand, le conjoint de l'adoptant ne devient pas l'allié de l'adopté, ni le conjoint de l'adopté celui de l'adoptant. Mais ce texte interdit le mariage entre l'adoptant et l'adopté et les descendants de l'adopté, tant que subsistent les liens de l'adoption. La sanction consiste d'ailleurs non pas dans la nullité du mariage, mais dans la révocation de l'adoption (art. 1771).

3° La transmission du nom de l'adoptant à l'adopté est l'un des effets essentiels que les législations attachent à l'adoption. En Allemagne, d'après l'art. 1758 du Code civil, l'adopté acquiert de plein droit le nom de l'adoptant, mais il peut y ajouter le nom de sa famille d'origine, s'il n'y a pas de clause contraire dans le contrat.

En Espagne (*Code civ. art. 175*), l'adopté prend le nom de l'adoptant si le contrat d'adoption le lui confère. En Autriche, l'art. 182 du nouveau Code considère comme un effet légal et essentiel de l'adoption que l'adopté prenne le nom du père adoptif ou le nom de famille de la mère adoptive, mais il peut être convenu que l'adopté conservera en même temps son propre nom ainsi que la noblesse de famille qui pouvait lui appartenir. Dans ce dernier cas, il doit conserver son propre nom et le nom de l'adoptant doit nécessairement y être joint. La loi autrichienne prévoit, d'autre part, le cas où les parents adoptifs désirent que leur noblesse personnelle, leurs armes, passent à leur enfant adoptif ; ils doivent alors solliciter l'approbation du souverain (*Novelle I, art. 19*). Cet effet ne peut donc se produire qu'en vertu d'une autorisation gouvernementale.

4° L'attribution de la puissance paternelle à l'adoptant est la conséquence toute naturelle de l'adoption des mineurs dans les pays où elle est admise. Cette question ne se posait pas en France avant la loi de 1923, puisque l'adoption ne pouvait bénéficier qu'à des majeurs. Dans la plupart des pays étrangers, où régnait une autre conception, l'adoption paraissant avec raison surtout profitable à des mineurs, la translation de la puissance paternelle a été nécessairement autorisée au profit de l'adoptant. Telle est la solution admise par le Code civil allemand (art. 1765) ; l'adoptant acquiert tous les droits de la puissance paternelle (y compris la jouissance légale) sur l'adopté, mais il assume en même temps tous les droits qu'elle comporte.

L'art. 183 du nouveau Code civil autrichien contient une disposition analogue.

En Amérique, d'après la loi du 25 février 1913 de l'Etat de New-York, la totalité des droits que les parents peuvent avoir passent à la personne qui adopte un enfant mineur (1).

(1) Annuaire de législation étrangère de la Société de législation comparée, 1915-1916, p. 426.

Le Code civil italien ne va pas aussi loin, il ne transfère pas la puissance paternelle à l'adoptant, mais le consentement de celui-ci est nécessaire, aussi bien que l'autorisation des parents naturels, au mariage de l'adopté.

La création d'une obligation alimentaire et l'attribution d'un droit de succession sont les conséquences logiques du lien de parenté adoptive.

5° Obligation alimentaire. — Le Code civil allemand (*art. 1763 à 1766*) établit à la charge de l'adoptant une obligation alimentaire au profit de l'adopté et des enfants de celui-ci auxquels s'étendent les effets de l'adoption. L'adoptant est même tenu de cette obligation en première ligne, avant les parents naturels de l'adopté; cette obligation est d'ailleurs réciproque, elle ne supprime pas toutefois celle qui existe entre l'adopté et sa famille par le sang, mais elle n'existe pas à la charge de l'adopté vis-à-vis des parents de l'adoptant. On retrouve la même disposition en Suède, aux termes d'une loi du 11 juin 1920 (1).

Comme la loi allemande, le Code civil italien (*art. 211*) impose à l'adoptant l'obligation alimentaire vis-à-vis de l'adopté avant que son exécution puisse être réclamée aux parents naturels de ce dernier. Elle est due réciproquement par l'adopté à l'adoptant.

La même obligation réciproque est consacrée par le Code civil Espagnol (*art. 176*). Ce Code également ne maintient l'obligation alimentaire à la charge des parents de l'adopté qu'à titre subsidiaire et seulement si l'adoptant ne peut pas l'acquitter.

Enfin la loi New-Yorkaise du 9 mai 1916 (2), contient une solution encore plus radicale : l'adoption a pour résultat de briser tous liens entre l'adopté et ses parents par le sang; les droits et les devoirs attachés à la parenté sont intégralement transférés à l'adoptant; parmi ces droits, le plus important est celui de succession.

6° Attribution d'un droit de succession. — Le principe général posé par presque toutes les législations est d'attribuer à l'adopté un droit sur la succession de l'adoptant. Dans la législation française, que la loi du 19 juin 1923 n'a pas modifiée sur ce point, ce droit est organisé tout à l'avantage de l'adopté. Celui-ci acquiert toutes les prérogatives d'un véritable héritier. En conséquence sa vocation successorale est fortifiée par un droit de réserve qui est le même que celui des enfants légitimes ou légitimés; d'autre part, les descendants légitimes de l'adopté peuvent représenter celui-ci à la succession de l'adoptant. Mais l'adoption n'établit de lien familial qu'entre l'adopté et l'adoptant, elle ne rattache pas l'adopté aux parents de l'adoptant, et en outre, elle ne saurait procurer un profit pécuniaire à l'adoptant.

De là résultent les conséquences suivantes : 1° l'adopté ne peut pas invoquer la représentation pour venir à la succession des ascendants de l'adoptant, ces différentes personnes sont réputées en effet étrangères les

(1) Même annuaire, année 1921, p. 193.

(2) *Annuaire de législation comparée*, 1916-1917, p. 435.

unes aux autres ; 2° l'adoptant ne peut exercer aucun droit dans la succession de l'adopté. Toutefois, pour éviter une véritable injustice, le Code civil français, dans les art. 351 et 352, a institué un droit de retour légal au profit de l'adoptant et même, dans une certaine mesure, au profit des enfants légitimes ou légitimés de l'adoptant. Ce droit de retour porte, quand il est exercé par l'adoptant, sur les biens qu'il avait donnés ou légués à l'adopté et qui se retrouvent en nature dans la succession de l'adopté prédécédé. L'adoptant peut exercer ce droit de retour même dans la succession des descendants de l'adopté quand il leur survit.

Lorsque le droit de retour est exercé par le descendant légitime ou légitimé de l'adoptant (à l'exception des enfants naturels, d'après la jurisprudence), ce droit a plus d'ampleur quant aux biens sur lesquels il porte ; par contre il est plus restreint quant aux personnes dans la succession desquelles il peut être exercé. En effet le droit de retour peut alors s'appliquer non seulement aux biens que l'adopté avait reçus à titre gratuit de l'adoptant, mais aussi à ceux dont il avait hérité de l'adoptant ; seulement, — et voici la restriction, — les descendants de l'adoptant ne jouissent de ce droit de retour légal que dans la succession de l'adopté prédécédé et non dans celle de ses descendants.

Les législations étrangères contiennent des dispositions sensiblement analogues, sous réserve cependant des particularités de la loi anglaise. C'est ainsi que, en Italie, en Allemagne, en Autriche et en Suisse, les droits héréditaires de l'adopté sont sensiblement les mêmes que ceux d'un enfant légitime. Telle est la situation qui lui est faite par le Code civil italien ; l'art. 737 de ce Code assimile complètement l'adopté et les descendants de celui-ci à des enfants légitimes, avec attribution d'un droit de réserve.

Les mêmes dispositions se retrouvent dans l'art. 1757 du Code civil allemand ; mais ce code, considérant avant tout l'adoption comme un contrat, n'accorde des droits héréditaires aux enfants de l'adopté nés avant l'adoption, par rapport à l'adoptant, que s'ils ont participé à l'acte. On sait que ces dispositions sont repoussées par la jurisprudence française (1).

D'autre part la conception allemande de l'adoption-contrat permet d'exclure par anticipation l'adopté de la succession de l'adoptant (art. 1767).

C'est également au système de l'assimilation de l'adopté à l'enfant légitime que se rattache le Code civil autrichien, avec cependant cette réserve que l'adopté n'a aucun droit au fidéicommiss de famille qui figure dans la succession de l'adoptant (art. 755).

Si le Code civil suisse attribue (art. 268) les mêmes droits héréditaires à l'adopté qu'à l'enfant légitime, il admet, à l'instar de la législation allemande, la possibilité de priver, par une convention antérieure à l'adoption, l'adopté de tout droit dans la succession de l'adoptant.

En Espagne l'adopté est moins favorablement traité. En effet, d'après

(1) Cass., 10 novembre 1860, D. 70-I-209. Sirey 70-I-18.

l'art. 177 du Code civil espagnol, il ne peut prétendre à la succession de l'adoptant que si ce droit lui a été formellement accordé dans le contrat d'adoption. Ce droit est d'ailleurs exclusivement personnel à l'adopté et ses descendants ne sont pas admis à le représenter dans la succession de l'adoptant.

Seule, la législation anglaise n'accorde aucun droit à l'adopté dans la succession ab intestat de l'adoptant. Cette règle paraît de prime abord assez surprenante. Elle est cependant moins extraordinaire qu'elle ne le paraît, car les successions ab intestat sont très rares en Angleterre. Les Anglais sont habitués à rédiger un testament ; par suite l'adopté pourra facilement recevoir un legs de l'adoptant. Ce serait d'ailleurs faire injure au caractère anglais, essentiellement soucieux de l'avenir, que supposer qu'un Anglais prendrait une décision aussi sérieuse que celle d'admettre un étranger à son foyer, sans se préoccuper d'assurer l'avenir de son enfant adoptif. Mais l'adoptant devra préciser avec soin les termes qu'il emploiera dans son testament. En effet, s'il fait son testament « en faveur de ses enfants », sans rien spécifier, cette expression, d'après la loi de 1926, n'est pas censée s'appliquer aux enfants adoptifs (bien entendu sauf intention contraire clairement manifestée par le testateur). Mais, si l'adoptant a pris des dispositions formelles en faveur de l'adopté, l'adopté ou ses descendants entreranno en possession de leur legs et ils auront les mêmes droits que les enfants légitimes du *de cuius*.

A l'inverse, la presque totalité des législations se refuse à reconnaître à l'adoptant des droits héréditaires par rapport à l'adopté et se borne à consacrer un droit de retour légal au profit de l'adoptant, ou tout au moins à permettre les conventions ayant cet objet. Il en est ainsi par exemple dans le Code roumain (*art. 316 et 317*) où se retrouve le droit de retour légal institué par les art. 351 et 352 de notre code.

Le Code civil italien (*art. 210*) et le Code civil espagnol (*art. 77*) permettent à l'adoptant de stipuler sur les biens par lui donnés à l'adopté un droit de retour légal qui n'est pas expressément prévu par ces deux codes.

Le Code civil allemand (*art. 1759*) et le Code civil suisse (*art. 462*) refusent formellement à l'adoptant tout droit sur la succession de l'adopté, et interdisent toute convention qui aurait pour objet de tourner cette prohibition.

Le Code brésilien du 1^{er} janvier 1916 se montre au contraire plus favorable pour l'adoptant, car il décide que, en cas de prédécès de l'adopté, seront appelés à la succession : en première ligne ses descendants, ensuite les père et mère de l'adopté, et enfin, avant les ascendants du 2^e degré et les collatéraux de l'adopté, l'adoptant exercera non pas un simple droit de retour légal mais un véritable droit de succession.

IV. Révocation de l'adoption

La révocation de l'adoption n'est admise, en France, que depuis la loi du 19 juin 1923, mais la plupart des législations étrangères en avaient accepté déjà la possibilité. Cette révocation peut être contractuelle, légale ou judiciaire.

La révocation contractuelle, c'est-à-dire la faculté pour les parties de briser elles-mêmes le contrat dans lequel elles s'étaient engagées, est prévue par les codes allemand, suisse et autrichien. D'après les art. 1768 à 1776 du Code civil allemand, l'acte de révocation, qui doit être pur et simple, est passé, comme l'adoption elle-même, soit devant un notaire, soit devant un magistrat et il donne lieu dans tous les cas à une homologation judiciaire. L'art. 1769 spécifie que, après la mort de l'adoptant, les personnes unies par les liens de l'adoption peuvent y mettre fin. Enfin quand une adoption est faite par deux époux et lorsque l'un d'eux vient à mourir, l'adoption peut être révoquée par l'époux survivant et l'adopté.

D'après le Code civil suisse (art. 269), la révocation peut intervenir, mais elle exige le commun accord des parties ; elle est dès lors impossible après la mort soit de l'adoptant soit de l'adopté.

Enfin le Code civil autrichien, art. 185, se borne à assujettir à l'homologation de la justice la révocation de l'adoption.

A côté de la révocation contractuelle, le Code civil allemand prévoit une hypothèse de révocation légale. D'après l'art. 1771, l'adoption est résolue de plein droit si des personnes, liées par le contrat d'adoption, contrevennent à la prohibition du mariage que l'art. 311 établit entre elles.

Dans certaines législations les tribunaux ont la faculté de révoquer l'adoption sur la demande unilatérale de l'une des parties, c'est la révocation judiciaire. Par exemple, le Code civil suisse (art. 209) admet cette révocation judiciaire soit à la demande de l'adopté pour justes motifs, soit à la demande de l'adoptant s'il a de justes motifs de déshériter l'adopté.

Enfin le Code civil espagnol (art. 180) prévoit l'adoption d'un mineur et dispose que, devenu majeur, l'adopté aura droit de demander la révocation de l'adoption dans les 4 ans à partir de sa majorité ou de la cessation de son incapacité.

En Angleterre, l'act de 1926 n'a pas prévu la révocation de l'adoption, il est vrai que, dans beaucoup de cas, la possibilité d'une adoption provisoire, en permettant d'apprécier l'utilité de l'adoption projetée, donnera plus de solidité au contrat et rendra sans objet la faculté de révocation.

Effets de la révocation

La révocation est une conséquence toute naturelle de l'idée que l'adoption est organisée avant tout dans l'intérêt de l'adopté. En conséquence, toutes les fois que l'adoption est de nature à présenter des inconvénients pour la santé ou pour l'éducation de l'adopté, il est très légitime que l'au-

torité, — en France le tribunal, — qui a autorisé l'adoption, puisse revenir sur sa décision et rapporter la mesure qui avait été prise. Ce n'est pas une atteinte à l'autorité de la chose jugée, car l'homologation de l'adoption est non pas un jugement véritable, mais un acte d'administration judiciaire susceptible à ce titre d'être modifié par le tribunal.

La révocation fait disparaître, bien entendu, tous les effets de l'adoption pour l'avenir, mais est-elle rétroactive ? On doit répondre négativement. Il serait en effet impossible de faire disparaître la situation de fait qui a été celle de l'adopté dans le passé. Les actes d'administration légale ou de jouissance légale accomplis par l'adoptant ont été régulièrement exécutés par une personne qui avait le droit de les faire, ils doivent donc subsister.

C'est ce que décident les législations étrangères. En Suisse (*art. 269 du Code civil suisse, et en Autriche, Code civil (art. 183)*), l'adopté reprend sa condition première et retombe sous la puissance paternelle de son père, mais sans effet rétroactif. La même solution est admise par le Code civil allemand (*art. 1722*).

La révocation est en principe définitive et, une fois brisée, l'adoption ne peut plus être restaurée sur la tête de l'adopté par rapport à la même personne. La législation allemande apporte toutefois une modification notable à ce principe. Elle pousse en effet jusqu'à leur plus extrême limite les conséquences de la règle qu'en droit germanique l'adoption est purement et simplement un contrat qui dépend uniquement de la volonté des parties. Par suite, à la condition d'observer chaque fois les prescriptions légales, les parties peuvent détruire et rétablir plusieurs fois le lien de parenté fictive qui tient lieu d'adoption, et, du moment que les conditions légales sont réunies, le tribunal ne peut pas refuser son homologation (*art. 1765 et suivants*). Le père et la mère par le sang sont tenus alors du devoir de prendre soin de la personne de l'enfant, mais la puissance paternelle n'est pas rétablie dans son intégrité à leur profit.

Dans les autres pays au contraire la révocation est définitive et c'est la conception à laquelle s'est rallié le législateur français.

Tels sont les principes, admis dans les divers pays, dont s'est inspirée la réforme accomplie par la loi du 19 juin 1923.

Nous arrivons maintenant à l'étude de cette loi.

CHAPITRE III

Les conditions de fond et de forme de l'adoption

En France, la réforme de l'adoption a porté à la fois sur les conditions de forme et sur les conditions de fond de l'adoption.

Nous diviserons ce chapitre en deux sections :

Section première : Les conditions de fond de l'adoption ;

Section deuxième : Les conditions de forme de l'adoption.

SECTION PREMIERE

Les conditions de fond de l'adoption

Les conditions de fond sont relatives : 1° Aux parties ; — 2° à l'autorisation nécessaire à l'adoption si l'adopté est mineur ; — enfin 3° à l'acte même de l'adoption.

I. — Conditions relatives aux parties

L'adoptant peut être un homme ou une femme, un Français ou un étranger. Mais il doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° Être âgé de 40 ans au moins (art. 344 nouveau), au lieu des 50 ans exigés par le Code civil. La maturité que comporte cet âge sera une garantie de la bonne éducation qui sera donnée à l'adopté (1) ;

2° Avoir 15 ans de plus que l'adopté (art. 344) comme sous le Code civil (ancien art. 343).

3° Ne pas avoir d'enfant ni de descendant légitime, né ou même simplement conçu au moment de l'adoption. En vertu de la maxime *Infans conceptus pro nato habetur quoties de commodis ejus agitur*, l'enfant simplement conçu fait obstacle à l'adoption comme l'enfant déjà né (2).

Mais la présence d'un enfant naturel, ou de descendants naturels d'un

(1) Rapport de M. Perès au Sénat, *Doc. Parl.*, 1922, session extraordinaire, annexe n° 620, p. 29.

(2) Planiol, Ripert et Rouast, *Op. cit.*, T. II, *La Famille*, n° 1.017.

enfant légitime prédécédé et, à *fortiori*, d'un enfant adoptif, ou des descendants de ce dernier, ne met pas obstacle à l'adoption, celle-ci d'ailleurs, ne serait pas atteinte par la naissance, après l'adoption, d'un enfant légitime (Cf l'art. 354).

Enfin 4° si l'adoptant est marié, il doit avoir le consentement de son conjoint ; c'est même un cas exceptionnel où le mari a besoin du consentement de sa femme. Cette exigence se conçoit en raison de la réserve que possède l'enfant adoptif et qui est susceptible de réduire les libéralités faites par l'adoptant à son conjoint. Mais il va de soi que le consentement du conjoint n'est plus requis en cas de séparation de corps, ou si le conjoint est dans l'impossibilité de manifester sa volonté.

Quant à l'adopté, la loi n'exige aucune condition particulière de capacité. Contrairement à l'ancien art. 345, un étranger peut être adopté comme un Français. Il faut seulement :

1° Qu'il ait 15 ans de moins que l'adoptant ;

2° S'il est marié, le consentement de son conjoint, règle qui est écartée seulement dans les deux cas précités ;

3° Qu'il n'ait pas déjà été adopté par une autre personne, mais il peut l'être par les deux époux.

Il n'y a pas d'empêchement tenant à la parenté ; une personne pourrait être adoptée par son frère ou par sa sœur. Il semble même qu'un mari pourrait adopter sa femme, pourvu qu'il y ait entre eux une différence d'âge de 15 ans (1).

Il n'y a, d'autre part, aucun obstacle à ce qu'un tuteur adopte son pupille, à la condition toutefois, que la reddition du compte de tutelle soit antérieure à l'adoption. Mais le tuteur conserve alors la tutelle et ne prend pas l'administration légale (2).

Enfin l'adoption peut s'appliquer aux enfants naturels. (*Cassation civile*, 1^{er} avril 1846, D. 46-I-81.) Les travaux préparatoires de la loi de 1923 ne laissent aucun doute à cet égard (3).

L'adoption peut s'appliquer même à un enfant naturel légalement reconnu (4).

II. — Condition relative à l'autorisation du mineur

L'adoption des majeurs dépend du consentement des seuls intéressés ; la nécessité du consentement des père et mère, exigé d'après le Code civil jusqu'à 25 ans et la nécessité, même au delà de cet âge, de requérir encore leur conseil, ont été supprimées par la loi de 1923. On a expliqué cette suppression en disant qu'elle était sans inconvénients parce que le Tribunal peut toujours exiger que les parents soient consultés (5).

(1) Contrà, Planiol, Ripert et Rouast, T. II, *La Famille*, n° 1.013.

(2) Trib. Civ. de Versailles, 16 et 31 oct. 1923, D. 1924 — II — 161.

(3) Rapport de M. Guibal, *Doc. Parl., Chambre* 1923, annexe n° 5.989, p. 838.

(4) Cass., 13 juillet 1882, D. 82-1-308 ... S. 84 ... I ... 211.

(5) *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1920, p. 114.

Le mineur seul doit être autorisé. En outre, s'il a 16 ans au moins, il doit consentir lui-même à l'adoption (*art. 360*). Il y a là une règle originale : le mineur va intervenir directement à un acte juridique, au lieu d'y être représenté par son père ou son tuteur. On a pensé que l'enfant ne devait pas changer de famille sans son consentement.

Quand le mineur n'a pas atteint l'âge de 16 ans, il est représenté par son père ou par son tuteur à l'acte d'adoption.

Si le mineur a ses père et mère, il faut l'autorisation des deux et le consentement du père n'est pas prépondérant.

L'enfant naturel aura besoin de l'autorisation de ses deux auteurs s'il a été reconnu par eux et quel que soit celui qui l'ait reconnu le premier.

Si les parents légitimes sont divorcés ou séparés de corps, l'*art. 348*, al. 2, déclare suffisant le consentement de celui des parents qui a obtenu à la fois le jugement en sa faveur et la garde de l'enfant.

Lorsque l'enfant a perdu ses père et mère, il lui faut l'autorisation du conseil de famille et non de ses ascendants (*art. 350*).

Si l'enfant qu'on se propose d'adopter est un enfant naturel mineur qui n'a point été reconnu, ou dont les père et mère sont décédés, ou ne peuvent manifester leur volonté, le consentement à l'adoption est donné par le Tribunal qui joue le rôle de conseil de famille. Si la tutelle de l'enfant n'est pas encore organisée, le Tribunal peut, par un même jugement, organiser cette tutelle et donner son consentement à l'adoption (1).

Toutes ces conditions doivent exister au moment du jugement d'adoption, car l'adoption ne produit ses effets qu'à partir du jugement (*art. 368* (2)).

La loi a prévu que le futur adoptant pouvait décéder avant le jugement. Elle permet cependant la continuation de la procédure (*art. 369*), en vue d'obtenir l'homologation de l'adoption, de manière à permettre à l'adopté de succéder à l'adoptant, mais il faut, bien entendu, que la procédure ait déjà été introduite par une requête.

III. — Conditions relatives à l'acte

1° La loi du 19 juin 1923, s'inspirant visiblement du Code civil suisse, se contente de justes motifs d'adoption (*art. 343*), et supprime la nécessité pour l'adoptant d'avoir donné des soins à l'adopté pendant sa minorité, durant 6 ans au moins (*ancien art. 345*).

2° Il faut que l'adoption présente des avantages pour l'adopté (*art. 343*).

Ces deux conditions ne sont d'ailleurs pas susceptibles d'être ramenées à une seule : ainsi une adoption faite dans un but de fraude fiscale pré-

(1) Trib. Civ. de Riom, 3 avril 1924, *Gazette des Tribunaux* du 6 septembre 1924.

(2) En ce sens, Planiol, Ripert et Rouast, *Op. cit.*, n° 1.027.

senterait des avantages pour l'adopté, elle devrait cependant être rejetée comme n'ayant pas un juste motif (1).

SECTION DEUXIEME

Les conditions de forme de l'adoption

Les formes de l'adoption ont été simplifiées par la loi du 19 juin 1923. Le Code civil exigeait, outre la réception par le juge de paix du domicile de l'adoptant, une double homologation émanant successivement du Tribunal civil et de la Cour d'appel. Désormais, la seconde homologation, celle de la Cour d'appel, devient inutile.

Aujourd'hui les formes de l'adoption se réduisent à 3, il faut : 1° Un acte solennel ; 2° une homologation par le Tribunal civil ; 3° une publicité de l'adoption. Il y a, d'ailleurs, des voies de recours.

§ I. — L'acte d'adoption

En raison de l'importance de ce contrat, le législateur en a fait un acte solennel. Cette exigence est justifiée par la gravité des conséquences de l'adoption. Seulement, tandis que, d'après le Code civil, le Juge de Paix du domicile de l'adoptant était seul compétent pour recevoir le contrat d'adoption, la même compétence est attribuée par la loi du 19 juin 1923 à un notaire du domicile de l'adoptant. Il n'est pas douteux que le législateur de 1923 a voulu donner ainsi les mêmes facilités pour adopter que pour reconnaître un enfant naturel.

Il a voulu tenir compte en même temps de l'habitude qu'ont certaines familles de consulter leur notaire pour tous les actes graves et de prendre ses conseils à ce sujet.

La présence personnelle des parties étant exigée par la loi (*art. 360*), il semble qu'elles ne puissent pas se faire représenter par un mandataire. Toutefois il convient de rappeler que, sous l'empire de l'ancien *art. 353*, dont l'*art. 360* nouveau est la reproduction littérale, Aubry et Reau admettaient, au § 557 de leur *Cours de Droit civil français*, qu'un mandataire, muni d'un pouvoir notarié, pouvait représenter les parties à un acte d'adoption. D'autre part, dans leur *Traité pratique de Droit civil français* (2), MM. Planiol et Ripert pensent que les parties peuvent toujours se faire représenter par un mandataire, muni d'une procuration donnée à cet effet, devant un Juge de Paix ou devant un notaire. Les éminents auteurs estiment en effet que, la représentation étant de droit commun dans les actes juridiques, et étant possible dans les actes de l'état civil, tels que la reconnaissance d'un enfant naturel qui se rapproche de l'adoption, il n'y

(1) Cf. la Circulaire du Garde des Sceaux du 25 septembre 1924, *La Loi* du 17 décembre 1924.

(2) Tome II, *La Famille*, avec le concours de M. Rouast, n° 1.929.

a pas de raison d'obliger les parties à comparaître en personne devant le Juge de Paix ou devant le notaire, et de leur interdire de se faire remplacer par un mandataire.

En tout cas il est certain que l'adoption ne pourrait pas être réalisée devant un autre officier public, ni devant une autre juridiction.

Sous l'empire des textes anciens, la Cour de cassation, cassant un arrêt contraire de la Cour de Bordeaux, avait décidé qu'un jugement prononçant la déchéance de la puissance paternelle ne pouvait en même temps constater un acte d'adoption (Civ. 16 février 1924, D. 24-I-21). L'opinion générale est que cette jurisprudence conserve toute sa valeur depuis la nouvelle réglementation de l'adoption (1).

D'autre part la compétence appartient au seul Juge de Paix du domicile de l'adoptant, ou, si les parties préfèrent s'adresser à un notaire, à un notaire compétent dans le lieu où l'acte doit être rédigé. S'il y a emploi de l'acte notarié, la présence d'un deuxième notaire ou de deux témoins instrumentaires n'est pas requise ; toutefois, en raison de l'importance de l'acte, le notaire devra en conserver minute. L'obligation de dresser l'acte en minute résulte d'ailleurs de la loi, puisque, d'après l'article 362 nouveau, une expédition doit être jointe à la requête à présenter au Tribunal.

Dans un cas spécial, la compétence du juge de paix ou du notaire est remplacée par celle d'un fonctionnaire de l'Intendance ou d'un officier du Commissariat de la marine. Il en est ainsi lorsque l'adoptant et l'adopté sont tous les deux marins ou soldats et servent hors de France (article 361).

Dans ce cas, le fonctionnaire de l'Intendance ou l'officier du Commissariat, qui a reçu l'acte d'adoption, est tenu d'adresser immédiatement une expédition de cet acte au ministère de la Guerre ou au ministère de la Marine, qui la transmet au Procureur de la République. C'est ce magistrat qui est chargé de saisir le Tribunal du domicile de l'adoptant d'une demande d'homologation. L'article 361 reproduit à cet égard les dispositions ajoutées aux articles 353 et 354 du Code civil par une loi du 17 mai 1900, dans le but de permettre les adoptions aux armées. Mais cette loi ne pouvait s'appliquer, avant la réforme, qu'à l'adoption rémunératoire, que les événements d'une expédition pouvaient justifier. Il ne semble pas, d'ailleurs, que, depuis la loi du 19 juin 1923, cette forme particulière du contrat d'adoption soit appelée à être utilisée fréquemment dans la pratique.

Malgré le silence de la loi nouvelle, elle n'a certainement pas entendu priver les Français se trouvant à l'étranger de la faculté d'adoption. Ils auront le choix entre l'emploi des formes locales d'adoption, conformément à la règle « *locus regit actum* », et le ministère d'un Consul ou d'un agent diplomatique français en observant alors les règles françaises, car, d'une façon générale, ces fonctionnaires sont normalement compétents, en vertu

(1) Planiol et Ripert, *Traité de Droit civil français*, T. II, *la Famille*, avec le concours de M. Rouast, n° 1.028.

de l'article 48, pour faire tous actes de l'état civil, et ils sont également compétents pour remplacer à l'étranger les notaires français (1).

Mais la forme solennelle du contrat ne suffit pas, il faut ensuite l'homologation de la justice.

§ II. — L'homologation de la justice

Sur ce point encore, la loi du 19 juin 1923, a apporté des modifications profondes aux formes de l'adoption. L'ancienne législation exigeait une double homologation, de sorte que la décision des juges de première instance était soumise à l'appréciation de la Cour d'Appel (*anciens articles 354 à 358*) ; c'était une complication inutile qu'on ne retrouvait dans aucune loi étrangère. L'intervention successive du Tribunal et de la Cour était compliquée et coûteuse. En conséquence, la loi nouvelle a supprimé purement et simplement l'homologation par la Cour d'Appel. La Cour n'aura, désormais, à intervenir que sur l'appel formé contre le jugement du Tribunal.

Le Tribunal compétent est celui du domicile de l'adoptant (*article 362, alinéa premier*), Tribunal qui est évidemment le mieux placé pour apprécier les justes motifs de l'adoption. Même au cas particulier où l'adopté serait un enfant mineur, naturel non reconnu, ou qui, reconnu, a perdu ses père et mère, le Tribunal civil, qui remplit les fonctions de conseil de famille de l'enfant naturel, et qui, à ce titre, est appelé à donner son consentement à l'adoption, ne serait compétent pour l'homologation que s'il était en même temps celui du domicile de l'adoptant (2).

Il n'est plus nécessaire, comme sous l'ancienne législation, de remettre dans les 10 jours, une expédition de l'acte d'adoption au Procureur de la République. Cette formalité n'était pas observée dans la pratique ; aussi la loi de 1923 a-t-elle consacré purement et simplement l'usage bien établi de saisir le Tribunal par une requête de l'avoué de la partie la plus diligente, requête à laquelle est jointe, par l'avoué, une expédition de l'acte d'adoption (*article 362*).

Ce sont donc les parties elles-mêmes qui saisissent le Tribunal ; la demande peut être introduite à la requête de l'adoptant ou de l'adopté, ou, même de l'un et de l'autre. Aucun délai n'a d'ailleurs été prévu pour la présentation de cette requête, mais il est vraisemblable que le Tribunal hésitera davantage à accorder son homologation lorsque les parties auront tardé à présenter leur requête (3).

L'homologation présente des caractères particuliers, soit quant à la procédure elle-même, soit quant au jugement.

(1) En ce sens, *Planiol, Ripert et Rouast*, T. II, *la Famille*, n° 1.028 *in fine*.

(2) *Viatte, Recueil général des Lois, décrets et arrêtés, commentaire des lois nouvelles*, 1923, p. 237, n° 2.

(3) *Planiol, Ripert et Rouast, loco citato*, n° 1.031 *in fine*.

D'abord la procédure se caractérise par les traits suivants :

1° Comme le font remarquer MM. Planiol, Ripert et Rouast, c'est une procédure gracieuse, c'est-à-dire qu'elle n'a pas pour but d'aboutir à un jugement tranchant une difficulté ; le Tribunal n'a pas pour rôle de dire le droit, mais de constater si les conditions de fond et de forme imposées par la loi du 19 juin 1923 sont réunies ; c'est une sorte de formalité administrative destinée à compléter le contrat d'adoption ;

2° La procédure de la vérification des conditions et des motifs de l'adoption se déroule en Chambre du Conseil (*article 363*). Le Tribunal est saisi par la requête de la partie la plus diligente, soit de l'adoptant, soit de l'adopté, soit même de l'un et de l'autre. Si l'homologation est poursuivie par un incapable, celui-ci doit être régulièrement représenté ou assisté. La requête mentionne les nom, prénoms, profession et domicile des intéressés ; les conditions d'âge, de famille, de capacité et de nationalité de l'adoptant et de l'adopté, les lieu et date de naissance de l'adopté, et, au besoin, la justification des divers consentements requis pour la validité de l'adoption. La requête énonce ensuite les motifs déterminants de l'adoption, en soulignant les avantages qui peuvent en résulter pour l'adopté. Elle conclut à l'homologation de l'acte, c'est-à-dire qu'elle demande au Tribunal de reconnaître qu'il y a lieu à adoption.

Une expédition de l'acte d'adoption est jointe à la requête (*article 362, alinéa 2*). Le dossier doit contenir, en outre, toutes les autres pièces susceptibles de justifier l'opportunité de l'adoption. Au cas où, en raison du jeune âge de l'adopté et du décès de ses père et mère, le conseil de famille a été appelé à donner son consentement, une expédition de la délibération du conseil devra être jointe à la requête.

Puis sur une ordonnance du président inscrite au bas de la requête, celle-ci est communiquée au Procureur de la République et transmise ensuite au juge rapporteur commis par cette ordonnance. Il est à noter que le rapport du juge, qui n'a pas le caractère d'une règle de forme de la procédure, ne peut être lu qu'en Chambre du conseil et non à l'audience publique (1).

3° Il appartient au Tribunal réuni en Chambre du Conseil de vérifier si les conditions d'opportunité et de validité de l'adoption sont réunies. Il use, pour se renseigner, des moyens qu'il juge convenables, mais son enquête doit essentiellement porter sur deux points : 1° Les conditions de l'adoption sont-elles réunies ? 2° Y a-t-il de justes motifs de l'adoption et surtout celle-ci présente-t-elle des avantages pour l'adopté ?

Nous avons déjà dit qu'il faut bien distinguer les justes motifs de l'adoption et les avantages qui peuvent en résulter pour l'adopté. L'adoption qui ferait une personne riche d'un orphelin serait évidemment avantageuse

(1) Albert Viatte, la loi du 19 juin 1923, *la procédure de l'homologation, Commentaires des lois nouvelles, Recueil général des Lois, décrets et arrêtés*, 1923, p. 238, n° 5.

pour ce dernier, mais, si elle est destinée à lui éviter le paiement des droits de mutation par décès entre étrangers, le juste motif fait défaut. Le Tribunal possède à cet égard le plus large pouvoir d'appréciation ; le procureur de la République pourra, pour éclairer le Tribunal, procéder à une enquête personnelle. Il est certain, d'ailleurs, que l'homologation est fréquemment refusée aujourd'hui en vue de sauvegarder les intérêts du fise.

4° D'ailleurs le Tribunal ne peut rendre son jugement qu'après avoir entendu le procureur de la République.

Mais il se peut que l'une des parties vienne à mourir au cours de l'instance et avant le prononcé du jugement d'homologation.

En cas de décès de l'adopté, il est bien certain que la procédure de l'adoption doit s'arrêter, car l'adoption est désormais impossible, elle n'a d'autre but en effet que de procurer un avantage direct et personnel à l'adopté ; celui-ci disparu, l'adoption n'a plus de raison d'être (1).

Au contraire, si c'est l'adoptant qui est frappé par la mort, la procédure peut suivre son cours. Telle était déjà la règle inscrite dans l'art 360 du Code civil. Elle se comprenait sous l'empire de ce texte, car, une fois la procédure de l'adoption terminée, celle-ci produisait des effets du jour du contrat. Mais au contraire, l'art. 368 nouveau a repoussé cette rétroactivité, désormais les effets de l'adoption ne se produisent qu'à partir de la décision de l'homologation.

La loi nouvelle rapproche ainsi l'adoption du testament ; il suffit en somme que l'adoptant existe au moment où elle sera efficace.

Mais une condition essentielle est imposée à la continuation de la procédure. Elle n'est possible que si le décès de l'adoptant est survenu après la présentation de la requête à fin d'homologation, le texte nouveau est formel à cet égard.

L'art. 369 prévoit d'ailleurs que les héritiers de l'adoptant peuvent s'opposer à l'achèvement de la procédure ; ils ont la faculté, s'ils estiment l'adoption inadmissible, de remettre au procureur de la République tous mémoires et observations à ce sujet. Leur opposition n'a pas pour résultat d'assigner à la procédure un caractère contentieux ; il s'agit simplement d'éléments d'information nouveaux, communiqués au procureur de la République, et dont il sera libre de faire état dans ses conclusions.

Le jugement, comme la procédure d'adoption, présente certaines particularités. Il en est ainsi : 1° Quant au prononcé du jugement ; 2° quant à sa publicité ; 3° quant aux voies de recours dont il peut être l'objet.

1° Prononcé du jugement :

Après s'être procuré les renseignements convenables, le Tribunal vérifie si les conditions de validité de l'adoption sont réunies, et il apprécie si l'adoption est opportune, mais il doit étayer sa conviction sur les moyens d'information déjà réunis ; il ne pourra pas ordonner de nouvelles me-

(1) En ce sens, déclaration faite à la *Société d'Etudes législatives*, *Bulletin de cette Société*, 1920, p. 147. *Planiol, Ripert et Rouast, op. cit.*, 1.033.

sures à cet égard, par exemple une nouvelle enquête. Le jugement est prononcé à l'audience comme un jugement ordinaire (*art. 366*), mais, contrairement à la règle générale applicable à toutes les décisions judiciaires, il ne doit pas énoncer de motifs. Il décide seulement qu'il y a lieu ou qu'il n'y a pas lieu à adoption (*art. 364*).

Lorsqu'il admet l'adoption, le jugement, depuis la loi de 1923, doit être prononcé en audience publique (*art. 366*), à l'exclusion de celui qui rejette l'adoption, et il doit contenir un certain nombre de mentions prescrites par l'*art. 858* du Code de procédure civile modifié par la loi du 20 novembre 1919.

Le dispositif du jugement d'homologation doit énoncer : les prénoms et noms des deux parties, le lieu et la date de la naissance de l'adopté ; cela dans les conditions nouvelles que la loi du 20 novembre 1919 a imposées pour la transcription des décisions de justice sur les registres de l'état civil. Mais il n'y a pas d'autre signification à faire que celle qui concerne l'officier de l'état civil en vue de la transcription.

2° *Publicité du jugement.*

Le jugement d'homologation présente la plus grande importance puisqu'il réalise entre les parties tous les effets de l'adoption ; il était donc nécessaire de l'entourer d'une certaine publicité. Le Code civil avait déjà prescrit cette publicité. L'ancien *art. 358* avait ordonné l'affichage de l'arrêt d'adoption, en tels lieux et en tel nombre d'exemplaires que la Cour jugeait convenables. Or l'usage s'était répandu de multiplier cette publicité ; notamment à Paris, l'arrêt d'adoption était publié à la porte de toutes les mairies, à celle de l'Hôtel de Ville et au Palais de Justice. Il y avait là des formalités compliquées et des frais excessifs, aussi la loi nouvelle s'est-elle appliquée à rendre la publicité à la fois plus simple et plus efficace. Désormais les formalités de publicité se décomposent en deux parties : les mesures de publicité proprement dites et la transcription.

Ce sont surtout les mesures de publicité qui ont été simplifiées. Au lieu de laisser, comme autrefois (*en vertu de l'art. 358*), la Cour d'appel qui prononçait l'adoption, libre de décider de la publicité à ordonner, ce qui pouvait entraîner, pour une adoption homologuée par la Cour de Paris, l'affichage aux 20 mairies de la capitale, l'*art. 366* nouveau décide que dorénavant la publicité ne portera que sur le dispositif du jugement, dont les mentions suffisent à renseigner les tiers. Une seule affiche sera apposée à la porte de l'auditoire du Tribunal ; la copie destinée à la publicité sera faite et signée par l'avoué, puis remise au greffier, qui constatera le dépôt et l'affiche par un certificat. Par une heureuse innovation, la loi de 1923 exige en outre une insertion dans un journal d'annonces légales, insertion qui doit contenir, semble-t-il, seulement le dispositif du jugement ou de l'arrêt.

Telle est assurément la publicité la plus efficace ; l'avoué qui exécute la décision doit s'assurer que l'insertion a eu lieu et il en justifie par un

exemplaire du journal contenant l'insertion, avec la signature de l'imprimeur légalisée par le maire.

Il est évident que la publicité, étant destinée à renseigner les tiers, ne peut être faite que lorsque la décision est devenue définitive.

En raison de la modification apportée par l'adoption à l'état de l'adopté, il importe qu'elle soit mentionnée sur les registres de l'état civil. Cette nécessité avait déjà été comprise par le code, mais l'ancien texte (*art. 359*) avait donné lieu à des difficultés. Avant la loi de 1923, la transcription était effectuée à la réquisition de l'une ou de l'autre des parties sur les registres des actes de naissance, à la mairie du domicile de l'adoptant dans les trois mois de l'arrêt d'homologation, délai de rigueur. La transcription s'appliquait à l'acte d'adoption lui-même reçu par le Juge de Paix, mais non à l'arrêt d'homologation. L'adoption ne produisait aucun effet si cette formalité n'était pas accomplie dans les trois mois. La loi du 13 février 1909 avait prescrit en outre de transcrire l'acte d'adoption en marge de l'acte de naissance de l'adopté. La transcription était donc, d'après le Code civil, une condition de validité de l'adoption.

Le caractère de cette formalité a changé avec la loi du 19 juin 1923 ; il semble bien qu'aujourd'hui elle n'a plus d'autre effet que de rendre l'adoption opposable aux tiers.

D'après l'*art. 367* nouveau, c'est désormais le dispositif du jugement ou de l'arrêt, et non plus comme autrefois l'acte d'adoption lui-même, qui doit être transcrit. Il est transcrit à la requête de l'avoué de la partie qui a obtenu le jugement ou, à son défaut, par l'avoué de l'autre partie, sur les registres du lieu de naissance de l'adopté (*et non plus, comme autrefois, du domicile de l'adoptant*).

Il est fait mention de cette formalité en marge de l'acte de naissance de l'adopté. Si l'adopté est né à l'étranger, la transcription est faite conformément à la loi du 10 août 1917 sur les registres de la mairie du 1^{er} arrondissement de Paris. Mention est faite en marge de l'acte de naissance quand celui-ci a été dressé dans un consulat (1).

Comment s'opère matériellement la transcription ?

La transcription doit être opérée immédiatement lors de la réquisition, sur la signification, faite à l'officier de l'état civil (*signification faite conformément à l'art. 858 C. procéd. civ.*), du dispositif du jugement d'homologation.

La transcription est effectuée normalement à la requête de l'avoué qui a obtenu le jugement et cela alors même que l'avoué n'aurait reçu aucun mandat de son client à cet effet, car la loi lui impose, à titre d'obligation personnelle, l'accomplissement de cette formalité ; mais elle pourrait l'être également à la requête de l'une des parties intéressées (*art. 367, al. 1^{er}*).

La transcription doit être opérée à la requête de l'avoué, — à peine d'une amende de 100 fr. — dans un délai de trois mois qui a, semble-t-il,

(1) Trib. Civ., Toulon, 25 février 1925, *La Loi* du 24 juillet 1925.

pour point de départ la date du jugement et non l'expiration du délai d'appel (1).

En définitive la transcription s'opère comme en matière de divorce.

Dans le cas où l'homologation, refusée par le Tribunal, serait admise par la Cour, il appartiendrait à l'avoué d'appel d'assurer sous sa responsabilité l'accomplissement de la formalité, puisque en pareil cas, c'est lui qui a obtenu la décision dont l'exécution est poursuivie.

Si la transcription n'est pas faite dans le délai légal, est-elle encore possible ? Sous l'empire de l'ancien art. 359, l'adoption non transcrite dans le délai était dépourvue de tout effet, mais telle n'est pas la sanction prévue par l'art. 367 nouveau. Aujourd'hui la signification tardive à l'officier de l'état civil, à fin de transcription, n'entraîne qu'une amende de cent francs à la charge de l'avoué négligent, qui devient également débiteur de dommages-intérêts si le retard apporté à la formalité a causé un préjudice à l'adoptant et à l'adopté, préjudice qui résulte non plus comme autrefois de la nullité de l'adoption, mais du fait que ses effets à l'égard des tiers sont retardés jusqu'à la transcription. Le rapport de M. Guibal à la Chambre est d'ailleurs formel en ce sens (2).

Il est donc désormais possible, comme pour le jugement de divorce, de procéder, après l'expiration du délai, à la transcription du jugement d'homologation soit à la requête de l'avoué diligent, soit à la requête de l'autre avoué, soit à la requête des parties elles-mêmes. Le décès de l'adoptant n'y mettrait pas obstacle, car la validité de l'adoption résulte du jugement d'homologation, et, d'après la volonté formelle du législateur de 1923, la transcription n'a pour résultat que de rendre les effets de l'adoption opposables aux tiers ; c'est une conception analogue à celle de la loi du 26 juin 1919 relative à la transcription du jugement de divorce. La transcription a donc cessé d'être une condition de validité du contrat d'adoption pour se transformer en une simple mesure de publicité édictée dans l'intérêt des tiers.

3° Voies de recours

Si le rôle de la Cour d'appel a été supprimé au point de vue de l'homologation de l'adoption, il lui appartient cependant d'en connaître, en vertu du droit commun, lorsque le jugement est frappé d'appel. Or l'appel peut-être formé par deux catégories de personnes.

D'abord, contre le jugement qui refuse d'homologuer l'adoption, l'appel est possible dans le délai de deux mois par chacune des parties. Il pourrait d'ailleurs être formé tout à la fois à la requête de l'adoptant et de l'adopté. L'appel se fait par une requête à la Cour, qui instruit et prononce dans les mêmes conditions que le tribunal, donc sans énoncer de

(1) En ce sens, *Planiol, Ripert et Rouast, T. II, La Famille*, n° 1.056.

(2) *Documents parlementaires, Chambre, 1923, annexe n° 5.989, p. 839, colonne 3.*

motifs. L'arrêt porte simplement : « Le jugement est confirmé », ou « le jugement est réformé ; en conséquence, il y a lieu, ou il n'y a pas lieu à adoption. » En cas d'adoption, l'arrêt est publié et transcrit comme le jugement. Mais les parties, étant liées par le contrat, ne possèdent pas le droit d'appel contre le jugement qui prononce l'adoption.

Au contraire, l'appel est réservé au ministère public, seulement contre le jugement qui prononce l'adoption (*art. 365, al. 2*), et le délai qu'il a pour interjeter appel est également de deux mois à compter de la décision du tribunal ; mais il ne peut agir contre une décision de rejet, car l'ordre public ne peut être troublé que par une adoption irrégulière et non par l'absence d'adoption.

Le projet de la Commission d'études législatives avait cependant écarté le droit d'appel du ministère public. La Commission estimait que les observations que le ministère public a le droit de présenter au tribunal, après communication de la procédure, devaient suffire et que son rôle devait s'arrêter là, mais le législateur de 1923 a pensé que, la protection des mineurs intéressant au plus haut degré l'ordre public, il n'était pas opportun de réduire ainsi les pouvoirs du ministère public et qu'il fallait lui laisser tous les moyens de mettre obstacle à l'adoption, si elle lui paraissait contraire aux véritables intérêts de l'adopté. Le droit d'appel lui a donc été accordé contre le jugement d'homologation.

Quant au pourvoi en Cassation, l'*art. 365, al. 4*, décide formellement qu'il ne peut être formé par les parties que pour vices de forme et seulement contre l'arrêt qui rejette la demande d'homologation. On conçoit que le pourvoi ne soit possible que pour vices de forme et non pour fausse interprétation de la loi, puisque l'arrêt d'adoption n'est pas motivé.

En accordant aux parties le recours en cassation, la loi de 1923 a tranché une question qui était jusque-là très débattue. On se demandait en effet auparavant si l'adoption, étant une procédure gracieuse, comportait le pourvoi en cassation. Beaucoup d'auteurs estimaient que, les magistrats jouissant d'un pouvoir discrétionnaire pour accueillir ou rejeter les demandes d'adoption, le pourvoi de cassation était irrecevable (1).

Cette controverse avait embarrassé la Cour de cassation elle-même. Par deux arrêts de la Chambre civile, le premier du 22 mars 1848 (*Sirey* 48-I-372 — *D.* 48-I-66), et le deuxième du 28 février 1866 (*S.* 66-I-220 — *D.* 66-I-111), elle avait décidé que les décisions qui refusent l'homologation des adoptions sont susceptibles de cassation pour vices de forme (*les arrêts cassés avaient été rendus en audience publique contrairement à l'art. 358, C. civ.*). Par contre, trois arrêts (*Cass.* 13 mai 1868, *D.* 68-I-249, — 20 juillet 1887, *D.* 88-I-171, — 14 juin 1869, *S.* 69-I-371, *D.* 73-I-158) avaient rejeté les pourvois formés, pour le motif que les décisions attaquées, n'ayant pas l'autorité de la chose jugée, ne pouvaient être infirmées que par voie de nullité. Un arrêt de la Chambre civile du 10 février 1892 est

(1) En ce sens, notamment, *Aubry et Rau, Cours de Droit civil français*, 5^e édition, par M. Bartin, T. IX, § 557.

encore plus net : les jugements prononcés en matière d'adoption sont des actes de juridiction gracieuse qui n'ont pas pour but de trancher une contestation judiciaire et, par suite, la seule voie ouverte, même pour vice de forme, contre une décision prononçant l'adoption est l'action en nullité (D. 92-I-329, *note critique de M. Garsonnet* — S. 92-I-140).

L'intérêt de la discussion se rapporte au délai pendant lequel l'adoption peut être attaquée. Si elle ne peut l'être que par le pourvoi en cassation, le délai est de deux mois ; si l'action en nullité est seule utilisable, elle est possible pendant trente ans.

Mais, comme l'a fait observer M. Tissier à la Société d'études législatives (1), la contradiction que les auteurs ont prétendu relever dans les arrêts de la Cour suprême est plus apparente que réelle. En effet, toutes les fois que la Cour de cassation a été appelée à exercer son contrôle, il s'agissait d'arrêts de rejet. Elle l'a écarté au contraire relativement aux arrêts d'admission et cela évidemment parce que l'arrêt d'admission prononcé par la Cour d'appel, consacrant souverainement un droit au profit de l'adopté, n'est pas susceptible de pourvoi. Si l'arrêt est intervenu à la suite d'une procédure irrégulière, les intéressés agiront, s'ils l'estiment opportun, par l'action en nullité, mais la Cour suprême se réserve la faculté de contrôler l'arrêt de rejet, d'abord parce qu'il ne crée de droits pour personne et ensuite parce que la nullité n'en peut être demandée. Rien de plus légitime, dès lors, que d'accorder dans ce cas le droit aux parties d'exercer un pourvoi en cassation pour échapper à une irrégularité dont elles pourraient être victimes.

Il importe de noter que le ministère public, n'ayant le droit d'agir que contre les arrêts qui admettent l'adoption, ne peut se pourvoir en cassation (2).

La loi de 1923 s'est donc bornée à consacrer la jurisprudence antérieure de la Cour suprême.

Enfin, on s'est demandé si la tierce opposition était recevable contre une décision homologuant un contrat d'adoption. La négative n'est pas douteuse. En effet, sous l'empire de la loi de 1923 comme auparavant, la décision qui homologue un contrat d'adoption est un acte de juridiction gracieuse ; tel est du moins le caractère que la jurisprudence, sous l'empire du Code civil, avait déjà reconnu aux arrêts homologuant une adoption. Or, la loi de 1923 n'ayant aucunement innové à cet égard, le jugement qui homologue une adoption demeure un acte de juridiction gracieuse qui ne peut faire l'objet d'une tierce opposition (3).

(1) *Bulletin de cette Société*, 1921, p. 29 et suivantes.

(2) *Planiol, Ripert et Rouast, La Famille*, T. II, n° 1.037.

(3) Trib. Civ. de Châteauroux, 1^{er} mars 1926, *Gazette des Tribunaux* du 28 avril 1926.

CHAPITRE IV

Les effets de l'adoption

C'est assurément la partie la plus importante de la réforme. La loi de 1923 s'est efforcée d'abord de préciser certains points, et surtout elle a dû régler toutes les conséquences du principe nouveau qu'elle posait, le transfert de la puissance paternelle des parents naturels à l'adoptant. Il fallait en effet concilier ce principe avec cette autre idée essentielle que l'adopté, tout en passant sous la puissance paternelle de l'adoptant, reste cependant dans sa famille naturelle.

En conséquence, l'étude des effets de l'adoption doit comprendre l'examen des principes essentiels que voici :

Premier principe : L'adoption crée un lien de parenté fictive entre l'adopté et l'adoptant.

Deuxième principe : Cependant l'adoption laisse subsister le lien de parenté naturelle qui unit l'adopté à sa famille par le sang.

Enfin, *troisième principe* : Depuis la nouvelle loi, l'adoption est révocable.

Premier Principe

L'adoption crée un lien de parenté fictive entre l'adopté et l'adoptant

Ce n'est pas une innovation, il en était déjà ainsi sous le régime de la législation ancienne, cependant il semble résulter des textes que l'adoption ne créait de lien qu'entre l'adoptant et l'adopté. Telle était du moins l'opinion de la majorité de la doctrine (1). Toutefois la jurisprudence se prononçait en sens contraire, au moins relativement aux droits de succession (*Cass.* 10 novembre 1869, *D.* 70-I-209, — *S.* 70-I-18).

La loi nouvelle a mis fin à cette controverse. Désormais, le lien de parenté s'étend aux enfants légitimes de l'adopté (art. 353), et naturellement aussi à ses petits-enfants, en un mot à ses descendants quelconques, du moment qu'il s'agit de ses descendants légitimes. Mais il va de soi que

(1) Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, 5^e édition, T. IX, § 560, note 6, Demolombe, *Cours de Droit civil*, T. VI, n^{os} 139 et suiv.

les effets de l'adoption ne bénéficient pas à la parenté collatérale de l'adopté (1).

De ce lien de parenté créé entre l'adoptant et l'adopté découlent les conséquences suivantes :

Première conséquence, relative au nom

L'adopté ajoute à son nom celui de l'adoptant, sauf, bien entendu, s'il porte le même nom patronymique que lui. Dans ce cas aucune modification n'est apportée au nom de l'adopté. Si ce dernier est un enfant naturel non reconnu, une clause expresse de l'acte d'adoption peut décider qu'il ne portera plus désormais que le nom de l'adoptant, qui est ainsi substitué à celui que l'enfant portait antérieurement (art. 351, modifié par la loi du 13 février 1909) (2).

Mais, sauf l'enfant naturel, l'adopté ne peut pas remplacer son nom patronymique par le nom de l'adoptant, il est tenu d'ajouter à son nom patronymique le nom de l'adoptant. Cette règle a un caractère impératif, et, sauf l'exception prévue par l'art. 351, 2^e al. l'adopté n'a pas le droit de porter le nom seul de l'adoptant.

La jurisprudence a tiré de cette règle des conséquences importantes. Elle a décidé notamment que les ascendants de l'adopté peuvent intenter une action devant le tribunal civil contre l'adoptant pour le contraindre à révéler à l'adopté la véritable filiation de ce dernier, l'adopté devant toujours être désigné sous son double nom. C'est ce qu'a décidé la Cour de Lyon par un arrêt du 27 juin 1925 (3). Dans l'espèce, la grand'mère paternelle, voulant perpétuer un souvenir glorieux, désirait que l'adopté continuât à porter le nom de son père qui était mort pour la France. L'adoptant s'y opposait en faisant valoir qu'il était préférable d'éviter à

(1) *Planiol, Ripert et Rouast, op. cit.*, n° 1.040.

(2) *Circulaire du Garde des Sceaux*, du 22 octobre 1926, relative à la question du nom attribué aux enfants naturels.

« I. — Lorsqu'un enfant n'est désigné dans son acte de naissance que par une « suite de prénoms, c'est le dernier quel qu'il soit qui doit être considéré comme « son nom patronymique transmissible à sa descendance. Si cet enfant vient à être « adopté, ce qui jusqu'alors lui servait de nom patronymique ne disparaît pas, mais « devient son dernier prénom. Il n'appartient pas à l'officier de l'état-civil de rayer « dans un acte de l'état-civil un élément de la dénomination de l'individu. » (Tribunal civil d'Argentan, 8 octobre 1924, *Gazette des Tribunaux*, 29-30 juin 1925.)

« II. — Une loi du 22 juillet 1922 interdit d'employer les expressions « de « père non dénommé », « de mère inconnue », soit dans les actes de l'état-civil dressés « postérieurement à la promulgation de cette loi, soit dans les expéditions des actes « dressés antérieurement à sa promulgation.

« En conséquence, les tribunaux civils doivent s'abstenir soigneusement, dans « le dispositif de leurs jugements, d'employer les expressions susrappelées, quand « ce dispositif doit être rappelé sur les registres de l'état-civil. Par analogie, il « devra en être de même dans les contrats dressés soit par les magistrats comme le « contrat d'adoption, soit par un officier public ou ministériel, lorsque ces contrats « seront de nature à être présentés à des tiers. Les motifs qui ont inspiré le légis- « lateur de 1922, conservent ici toute leur force. »

(3) *Gazette des Tribunaux*, du 10 mars 1926.

l'enfant la douleur d'apprendre qu'il était orphelin ; mais la Cour de Lyon a donné raison à la grand'mère. La Cour a tenu à affirmer le caractère impératif des prescriptions de l'art. 351 ; sinon, en cas d'adoption d'un enfant en bas âge, l'adoptant, désireux d'accroître l'affection de ce dernier pour lui, aurait été souvent animé du même désir que l'adopté portât le seul nom résultant de l'adoption.

Une autre conséquence du caractère impératif de cette règle, c'est que la famille de l'adoptant ne peut pas s'opposer à son application. Par exemple, il a été jugé que l'addition au nom patronymique de l'adopté du nom de l'adoptant ne saurait être considérée comme constitutif d'un préjudice moral par les parents de l'adoptant qui portent le même nom. Ceux-ci ne peuvent donc s'opposer à cette addition (1).

D'autre part, la loi n'établissant aucune distinction entre les enfants légitimes nés de l'adopté avant l'adoption et ceux nés ultérieurement, tous sont appelés à bénéficier de cette nouvelle parenté. Dès lors, dans les deux cas, leur nom patronymique doit être complété, comme celui de leur père, par l'adjonction du nom de l'adoptant (2).

Lorsque l'adoptant est une veuve, quel est le nom que l'adopté doit ajouter à son propre nom ? C'est évidemment le nom de jeune fille de l'adoptante et non pas le nom du mari décédé. Par suite, il y aurait lieu à jugement rectificatif si la décision ayant homologué l'acte d'adoption a ordonné que l'adopté ajouterait à son propre nom celui du défunt mari de l'adoptante. Il n'y a plus à tenir compte du nom du mari, puisque celui-ci n'existait plus lors de l'adoption. La rectification s'imposerait à *fortiori*, lorsque le juge, qui a homologué l'acte d'adoption, a ordonné que l'adopté ajouterait à son propre nom à la fois le nom de jeune fille de l'adoptante et celui de son défunt mari (3).

De même, il va de soi que si l'adoptant est une femme divorcée, l'adopté ne pourra ajouter à son nom patronymique que le nom de jeune fille de l'adoptante.

Mais la jurisprudence semble décider que, lorsqu'un acte d'adoption homologué par la justice a fixé le nom de l'adopté, conformément aux déclarations de ce dernier et aux actes de l'état civil le concernant, aucune rectification ultérieure n'est recevable (4).

L'adoption est quelquefois inspirée par le désir de l'adopté de porter un nom illustre ou d'ajouter à son nom un titre de noblesse. Peut-elle produire valablement cet effet, même si l'adoptant est d'accord avec le futur adopté ? Cela semble douteux, car l'opinion générale estime que la transmission du nom ne s'étend pas aux titres nobiliaires ; le titre ne peut se

(1) Tribunal Civil, Châteauroux, 1^{er} mars 1926, *Gazette des Tribunaux*, 28 avril 1926.

(2) Trib. Civil de Gap, 20 janvier 1925, S. 1925-11-124. — Trib. Civ. de Cannes (ordonnance de référé), 20 janvier 1925, *Gazette des Tribunaux* du 30 mars 1925.

(3) Trib. Civ. de Dax, 31 mars 1927, *La Loi*, du 31 août 1927.

(4) Cour d'Appel de Paris, 1^{re} Chambre, 22 mars 1926, *Gazette des Tribunaux*, 10 octobre 1926.

détacher de la famille à laquelle il appartient et passer à une personne qui ne lui est rattachée par aucun lien du sang. Telle était déjà l'opinion de la jurisprudence avant la loi nouvelle (1).

Deuxième conséquence, quant à la nationalité

Aux termes de l'art. 345, un Français peut adopter un étranger ou être adopté par un étranger, mais le texte ajoute immédiatement que cette adoption n'exerce aucune influence sur la nationalité de l'adopté ; celui-ci conserve sa nationalité. Il n'a pu en être autrement que dans les sociétés antiques où l'enfant adopté devenait membre de la même cité que le père adoptif. Mais cette conception a complètement disparu dans les civilisations modernes. Elle serait d'ailleurs à l'opposé des idées actuelles sur la famille et la nationalité.

On a objecté que la règle posée par la loi de 1923 était susceptible de briser le principe de l'unité de nationalité entre les ascendants et les descendants. On peut répondre que d'abord le prétendu principe de l'unité de nationalité entre les ascendants et les descendants d'une même famille n'est écrit nulle part ; au surplus, même en admettant son existence, le respect de ce principe est assuré par la loi de 1923, au moins quant à la famille naturelle, puisque l'adopté ne la quitte pas et qu'il y conserve tous ses droits.

La règle de la loi de 1923 ne pourrait susciter de difficulté que si la loi nationale de l'adopté imposait à ce dernier de suivre la nationalité de l'adoptant. On se trouverait alors en face d'un conflit de lois très délicat. Mais, dans l'état des législations actuelles, il ne semble pas de nature à se présenter fréquemment. M. Pérès, citant dans son rapport au Sénat (2) une circulaire du département fédéral suisse de la Justice du 30 mai 1922, déclare que toutes les législations connues se prononcent pour le maintien à l'adopté de sa législation nationale.

Troisième conséquence : Transfert de la puissance paternelle à l'adoptant

D'après la loi du 19 juin 1923, bien que l'adopté reste dans sa famille naturelle et y conserve sa situation, tous les droits dont l'ensemble forme la puissance paternelle passent à l'adoptant. C'est l'une des innovations les plus importantes de la loi nouvelle ; elle s'imposait d'ailleurs comme conséquence de l'adoption des mineurs ; mais c'est assurément sur ce point que la réforme de 1923 est susceptible de soulever les plus vives difficultés.

Elles sont dues au laconisme de la loi. Les enfants mineurs, qui aujourd'hui peuvent être adoptés, se trouvent nécessairement, au moment de l'adoption, sous le régime de la puissance paternelle ou sous le régime de la tutelle dans leur famille naturelle. Il s'agit alors de savoir ce que

(1) Paris, 13 juillet 1893. — D., 94-II-7.

(2) Sénat, *Doc. Parl.*, 1922, p. 30.

desiennent, après la réalisation de l'adoption, les diverses autorités et les divers pouvoirs caractéristiques des régimes de protection antérieurs de l'enfant. En effet, la loi se borne à décider, dans le nouvel article 352, al. 1^{er}, que, tout en restant en principe dans sa famille par le sang, l'adopté est soumis désormais à la puissance paternelle de l'adoptant. Il est permis dès lors de se demander si vraiment tous les attributs de la puissance paternelle sont transférés à l'adoptant.

Sur cette question, deux thèses opposées se trouvent aux prises. D'après la première, le transfert de la puissance paternelle serait général, il porterait sur l'ensemble des attributs qui font partie de la puissance paternelle *lato sensu*. Telle est l'opinion qui l'a emporté lors de la discussion du projet de loi à la Société d'études législatives, qui a préparé, en 1920, la réforme actuelle. Il résulte en effet des déclarations formelles du rapporteur, M. Ed. Lévy, et du président de la Commission, M. Tissier, que le transfert de la puissance paternelle comprend tous les pouvoirs qui en ressortent (1). Il comprend donc : l'administration légale, la jouissance légale et même le droit d'émanciper l'enfant.

L'autre opinion soutient, au contraire, que le transfert doit être restreint aux droits prévus par le titre du Code : de la *Puissance paternelle* (droit de garde et ses accessoires, droits d'éducation et de correction, droit de jouissance légale) seuls indiqués au Titre IX du Code civil (2).

Avant de prendre parti sur ce débat, il convient d'indiquer d'abord les points certains.

L'adoptant acquiert :

1° Le droit d'éducation et de correction sur l'adopté mineur.

2° Le droit de garde ; et, par suite, la responsabilité civile des fautes de l'enfant (art. 1384) pèse sur l'adoptant, car elle est la conséquence du droit de garde.

3° Le droit de consentir au mariage de l'adopté mineur. D'ailleurs, si l'enfant a été adopté par deux époux et qu'il y ait dissentiment entre eux, la loi du 17 juillet 1927 s'applique et ce dissentiment implique consentement.

4° Le domicile de l'adopté mineur est transféré au domicile de l'adoptant.

A l'inverse, le père et la mère de l'enfant gardent incontestablement :

1° Le droit d'accepter une donation faite à l'enfant (art. 935), car ce droit est indépendant de l'administration des biens, il appartient dans la tutelle aux ascendants même non tuteurs, car c'est dans l'intérêt de l'enfant qu'il a été conféré aux parents en ligne directe.

2° Le droit de désigner à l'enfant un tuteur testamentaire, puisque,

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives* 1920, p. 91 et 118. — *Planiol, Ripert et Sabatier, Traité pratique de Droit civil français*, T. I, les Personnes, n° 315.

(2) En ce sens, opinions rapportées au *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1920, p. 117, 152 et 153, et notes de M. Rouast. ... D., 1923-IV-257 et D., 1924-II-161. — *Planiol, Ripert et Rouast, Traité pratique de Droit Civil français*, T II, la Famille, n° 1.043.

en cas de mort de l'adoptant, l'enfant retombe sous la puissance paternelle de son père (art. 352).

L'adoptant ne pourra désigner à l'adopté un tuteur testamentaire que dans le cas où, les parents légitimes ou naturels de celui-ci étant morts ou inconnus, la puissance paternelle ne leur reviendrait pas au décès de l'adoptant.

Même pour les droits dont la jouissance est reconnue à l'adoptant, il en est certains qui, quant à leur étendue, prêtent à discussion, notamment le droit de garde. Ce droit résulte incontestablement pour l'adoptant de l'attribution de la puissance paternelle sur l'adopté mineur.

Mais l'adoptant doit exercer ce droit dans l'intérêt de l'enfant et non d'une manière abusive. Telle est la règle posée en matière de puissance paternelle par une jurisprudence constante (1).

La jurisprudence en a conclu que l'adoptant n'a pas le droit de priver désormais les parents par le sang de tout contact avec leur enfant et notamment du droit de leur rendre visite ou de le recevoir à des intervalles périodiques. Notamment le juge des référés de la première Chambre du Tribunal civil de la Seine a refusé de sanctionner la prétention de l'adoptant de supprimer toute relation de visite entre l'adopté et ses parents par le sang (2).

Si la loi du 19 juin 1923 a cru devoir donner aux parents adoptifs la puissance paternelle, il convient, d'après cette ordonnance, de laisser tout au moins aux parents naturels le droit de visite le plus étendu :

« Ce droit, porte l'ordonnance, ne saurait être refusé ou limité strictement que si les circonstances de l'adoption, comme la conduite habituelle des parents naturels, révélaient soit une absence d'affection, soit une insuffisance de moralité permettant de craindre que des rapprochements fréquents n'aient pour les enfants de fâcheuses conséquences. » — Mais, quand il est loin d'être établi que ce sera le défaut d'affection qui ait motivé le consentement des parents naturels à l'adoption, le sacrifice qu'ils consentent dans l'intérêt de leurs enfants ne peut pas aller jusqu'à supprimer le droit de les revoir de temps en temps.

L'adoption a été considérée en effet par la loi de 1923 comme une institution destinée à assurer le bonheur de l'adopté, mais non comme le moyen pour l'adoptant, qui se laisserait guider par un caprice ou par une affection mal comprise, de séparer à jamais l'enfant de ses auteurs.

On peut citer dans le même sens un arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 27 juin 1925 (3). Les ascendants de l'adopté peuvent exiger que l'adoptant leur laisse le droit de rendre visite à leur enfant.

Mais la difficulté la plus sérieuse consiste à se demander si le trans-

(1) Req. 12 juillet 1870, D 1871-I-218. ... Civ. 26 juillet 1870, D 1871-I-217. ... Paris, 8 février 1912, D 1912-II-273, note de M. Planiol. — S. 1914-II-209, note de M. Huguency. — *Planiol, Ripert et Sabatier, op. cit.*, n° 321.

(2) Ordonnance de référé du Président de la 1^{re} Chambre du Tribunal Civil de la Seine du 27 mai 1927. — *Gazette des Trib.* du 18 décembre 1927.

(3) *Gazette des Tribunaux*, 10 mars 1926.

fert de la puissance paternelle permet à l'adoptant d'en invoquer tous les attributs :

1° Si l'adopté mineur a des biens personnels, provenant par exemple de la part recueillie par lui dans la succession d'un frère ou d'une sœur, ou d'une donation ou d'un legs, l'adoptant acquiert-il sur les biens de l'adopté les droits d'administration légale ? La loi de 1923 ne contient aucune précision à cet égard. Pour soutenir l'affirmative, on s'appuie sur les déclarations formelles qui ont été faites lors de la préparation de la loi à la Société d'Etudes législatives par le rapporteur et le président de la Commission ; ils ont déclaré que le transfert de la puissance paternelle portait sur tous les pouvoirs qui en ressortaient (1).

M. Sabatier en conclut, au tome I du *Traité pratique du Droit civil français*, en collaboration avec MM. Planiol et Ripert, n° 315, que la puissance paternelle dévolue aux parents adoptifs comprend le droit d'administration légale, au cas où l'adopté posséderait des biens. La solution contraire, d'après lui, ne se comprendrait pas, car, si l'administration était laissée aux parents de l'enfant, ceux-ci, n'ayant plus la jouissance légale, administreraient en fait pour le compte de l'adoptant. Enfin, d'après M. Sabatier, l'attribution de l'administration légale à l'adoptant ne peut aller à l'encontre des intérêts de l'adopté ; ceux-ci seront suffisamment sauvegardés par la surveillance que les parents toujours vivants de l'adopté seront à même d'exercer sur la gestion des biens de leur enfant par l'adoptant.

M. Rouast estime, au contraire, que le transfert de la puissance paternelle à l'adoptant doit être strictement entendu (2).

Quelle est l'attitude de la jurisprudence ? A notre connaissance, elle n'a eu qu'une seule fois l'occasion de se prononcer sur la question : arrêt de la Cour de Douai du 22 février 1928 (3) confirmant un jugement du Tribunal départemental du Pas-de-Calais, section de Boulogne-sur-Mer du 26 mars 1927 (4). Cette décision est intervenue dans une espèce assez compliquée. Un enfant naturel, reconnu seulement par son père et encore mineur lors du décès de ce dernier, avait été placé, par jugement du Tribunal civil faisant fonction de conseil de famille, sous la tutelle dative de la veuve du défunt, avec désignation comme subrogé tuteur d'un parent collatéral du père décédé. Ultérieurement la tutrice dative adopta son pupille toujours mineur, puis elle décéda à son tour après avoir désigné par testament un nouveau tuteur à l'enfant. Le Tribunal confirma cette désignation, le subrogé tuteur étant maintenu en fonctions par la même décision. Or un frère naturel du pupille, invoquant sa qualité de seul parent consanguin, réclama à son profit le transfert des fonctions de subrogé-tuteur, soutenant

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1920, p. 91 et 118.

(2) *Traité pratique de Droit Civil français*, par MM. Planiol, Ripert et Rouast, T. II, 1926, n° 1.043 et note au D., 1924-II-161.

(3) *Gazette des Tribunaux* des 21 et 22 mars 1928, note de M. Edouard Lévy.

(4) *La Loi*, 20 avril 1927.

d'abord que, par le fait de l'adoption, la tutelle précédemment organisée avait pris fin et, par suite, en même temps la subrogée-tutelle et qu'en outre l'intérêt du pupille commandait ce remplacement.

Pour établir que la tutelle avait pris fin, le demandeur affirmait que l'adoption par la tutrice dative lui avait conféré la puissance paternelle sur l'adopté et, par là même, le droit d'administration légale sur les biens de cet adopté. Le problème suscité par le nouvel article 352 se trouvait donc posé dans toute son ampleur.

Obligé de prendre parti sur le transfert de l'administration légale à l'adoptant, le Tribunal départemental du Pas-de-Calais se prononça pour l'interprétation restrictive de la réforme de 1923, par les motifs suivants : Le droit d'administration légale n'est rattaché par aucun texte à la puissance paternelle : l'art. 389, qui le régit, figure au Titre X du Livre I^{er} du Code civil et non au Titre IX du même Livre, qui énumère les attributs légaux de la puissance paternelle (Droits de garde, d'éducation, de correction et de jouissance légale). Ce n'est que par un pur raisonnement d'analogie qu'on a pu, dans les Traités de Droit civil, rapprocher ce droit de ceux qui sont visés au Titre IX. Dès lors le transfert de la puissance paternelle à l'adoptant, édicté par la loi de 1923, n'implique nullement l'attribution à ce dernier de l'administration légale. Cette interprétation restrictive, ajoute le Tribunal, est d'ailleurs parfaitement conforme au principe traditionnel, et toujours fondamental en France, du maintien de l'adopté dans sa famille naturelle.

La Cour de Douai a évité de prendre parti sur le débat ; elle a repoussé la thèse de l'appelant sans se prononcer sur l'application plus ou moins stricte de l'art. 352 du Code civil, et les circonstances de l'affaire expliquent cette attitude, car l'adopté, étant un enfant naturel, n'avait jamais été soumis, même du vivant de son père, à l'administration légale : la seule mesure de protection qui lui avait toujours été applicable, en vertu de l'art. 389, était la tutelle. D'autre part la mère adoptive était déjà, lors de l'adoption, tutrice dative de l'adopté ; il était donc difficile d'admettre que l'adoption fût venue remplacer la tutelle de l'adoptant par une administration légale qui n'avait jamais existé antérieurement, même du vivant du père naturel investi de la puissance paternelle.

Toutefois, M. Gaudemet, professeur à la Faculté de Strasbourg, dans le compte rendu critique de cette décision, estime qu'elle peut être invoquée dans le sens d'une orientation nette de la jurisprudence vers l'interprétation restrictive de la réforme de 1923, même lorsque l'adoption ne succède à aucune tutelle préconstituée (1). M. Gaudemet reproduit, à l'appui de son opinion, les arguments déjà invoqués dans le même sens : savoir que la concession du droit de consentir au mariage de l'adopté ne se comprendrait pas si la puissance paternelle avait été transférée en bloc à l'adoptant. En outre, les partisans de la thèse adverse admettent la faculté pour les

(1) *Revue Trimestrielle de Droit Civil*, 1928, p. 653.

parents de l'enfant d'exercer une certaine surveillance, en leur qualité d'héritiers présomptifs, sur les biens soumis à l'administration légale de l'adoptant (1). Or on devine les conflits que ne manquera pas de susciter un pareil contrôle.

Il semble donc préférable de conclure dans le sens de l'interprétation restrictive de l'art. 352 : malgré le transfert de la puissance paternelle à l'adoptant, ce dernier n'aura pas l'administration légale, elle restera au père par le sang.

L'opinion contraire conduit, d'ailleurs, à des résultats qui nous paraissent inacceptables. Comment concevoir notamment que l'administration légale passe à l'adoptant, même s'il est seul, alors qu'en principe elle suppose la présence du père et de la mère. En outre, l'adoptant aurait des droits d'administration légale sur des biens dont seuls les père et mère légitimes de l'adopté peuvent hériter. La reconnaissance du droit d'administration légale à l'adoptant heurte la nature même de l'administration légale et les principes sur lesquels elle repose.

Le législateur semble, du reste, l'avoir compris et une proposition déposée à la Chambre par M. le député Lafarge (2) tend à modifier et à compléter le nouvel article 352 sur ce point.

L'auteur de la proposition constate que la loi du 19 juin 1923 ne précise nullement à qui doit appartenir le droit d'administrer le patrimoine de l'adopté. On peut dès lors se demander, au cas où cette administration appartiendrait à l'adoptant, comment elle fonctionnera, comme administration légale ou comme tutelle ? D'autre part si l'adoptant ne peut plus remplir sa mission, il résulte sans doute de l'art. 352 que la puissance paternelle reviendra aux ascendants de l'adopté ; mais, si le mineur n'a plus de parents susceptibles de gérer ses biens, comment cette gestion sera-t-elle organisée ?

En tous cas il paraît certain que, si l'adopté était sous le régime de la tutelle lors de l'adoption, l'adoptant ne pourra pas être investi d'une administration légale qui n'existait plus. L'adoptant sera dans la situation du père ou de la mère survivant tuteur légal, c'est-à-dire qu'il joindra à ceux résultant de la tutelle les droits de puissance paternelle conservés par le père ou la mère tuteur légal (par exemple droit de consentir au mariage de l'enfant).

La proposition de M. Lafarge a d'ailleurs été reprise dans la législation suivante (3).

2° Indépendamment de l'administration légale, l'adoptant acquiert-il la jouissance légale sur les biens personnels de l'adopté mineur jusqu'à ce que celui-ci ait atteint l'âge de 18 ans ?

Si l'on considère la jouissance légale comme une compensation des frais et du temps dépensés pour l'éducation de l'enfant, on doit admettre que

(1) Sabatier, *op. cit.*, n° 315.

(2) *Journal Officiel*, 1923, *Doc. Parl., Chambre, annexe*, 7.269, p. 537.

(3) *Journal Officiel*, *Doc. Parl.*, 1924, *Chambre annexe*, n° 407, p. 9.353.

l'adoptant y a droit. Une objection est cependant possible : l'adoption ne doit jamais avoir pour effet de procurer un avantage personnel à l'adoptant. S'inspirant de ce caractère fondamental de l'adoption, le Tribunal de 1^{re} instance de Boulogne-sur-Mer a décidé que l'adoption ne confère pas à l'adoptant le droit de jouissance légale (1).

Cependant l'opinion générale se prononce en sens contraire. La jouissance légale, bien que faisant partie des attributs qui, d'après le Titre IX du Code civil, se rattachent à la puissance paternelle, doit, avec celle-ci, passer à l'adoptant (2).

3° L'adoptant a-t-il le droit d'émanciper l'adopté ?

Nous retrouvons ici la même controverse qu'au sujet de l'administration légale. Ce droit est contesté à l'adoptant pour deux raisons : 1° Par ce moyen, l'adoptant pourrait soustraire un mineur à la puissance paternelle de ses parents pour lui conférer ensuite la demi-liberté et la demi-capacité résultant de l'émancipation ; 2° Il aurait ainsi un moyen facile de s'exonérer des devoirs et des obligations que lui impose la puissance paternelle qu'il avait volontairement assumée sur l'enfant (3).

M. Savatier se prononce au contraire, sans aucune hésitation, en faveur du droit pour l'adoptant d'émanciper l'enfant. Maintenir ce droit au véritable père, ne serait-ce pas lui permettre d'anéantir à son gré la puissance paternelle de l'adoptant et, par suite, de détruire de son propre chef les effets de l'adoption contre la volonté de l'adoptant (4).

4° L'adoptant peut-il nommer à l'adopté un tuteur testamentaire ?

Nous croyons qu'ici une distinction s'impose. Si les parents légitimes ou naturels de l'adopté sont morts ou inconnus, l'adoptant aura certainement ce droit, puisqu'il est impossible que, à son décès, la puissance paternelle revienne à ses parents par le sang. Dans le cas contraire, l'adoptant n'a certainement pas le droit de désigner un tuteur par testament (*art. 357*), puisque, à la mort de l'adoptant, l'enfant retombe sous la puissance de son père par le sang (*art. 352*) (5).

Le doute qui règne sur tous ces points (administration légale, jouissance légale, émancipation de l'enfant, droit de lui désigner un tuteur testamentaire) provient du laconisme regrettable de la loi de 1923, qui se borne à déclarer, aux termes de l'*art. 352* nouveau du Code civil, que l'adoptant est investi des droits de la puissance paternelle à l'égard de l'adopté, et qui ajoute cependant que, sous la seule restriction qui précède « l'adopté reste dans sa famille naturelle et y conserve tous ses droits ».

(1) Jugement du 23 avril 1926. — *Dalloz hebdomadaire* 1926, p. 391.

(2) *Planiol, Ripert et Rouast, Traité pratique de Droit civil français*, T. II, 1926, n° 1.043.

(3) *V. Planiol, Ripert et Rouast, Traité pratique de Droit Civil français*, T. II, 1926, n° 1.043, note 5.

(4) *Planiol, Ripert et Savatier, Traité pratique de Droit Civil français*, T. I^{er}, n° 315.

(5) *Comp. Planiol, Ripert et Savatier, Traité pratique de Droit civil français*, T. I^{er}, n° 315, et, d'autre part, *Planiol, Ripert et Rouast, même ouvrage*, T. II, n° 1.043.

Les discussions qui ont eu lieu, lors de l'étude préparatoire de la loi à la Société d'études législatives, ne sont pas plus probantes, car elles ont pu être invoquées aussi bien par les partisans du transfert partiel que par ceux du transfert total (1). Il est vrai que, dans la pratique, ces difficultés n'auront peut-être que rarement l'occasion de s'élever, car il est peu fréquent qu'un enfant adopté ait une fortune personnelle.

5° D'autre part, le laconisme de la loi a suscité une autre difficulté : si l'adopté est un mineur en tutelle, l'adoption conférera-t-elle encore la puissance paternelle à l'adoptant ?

Il semble logique de se prononcer pour la négative. La loi de 1923 porte en effet que l'adoption transfère la puissance paternelle à l'adoptant ; or, dans ce cas, il n'y a aucune puissance paternelle à transférer. La tutelle continuera donc, mais cette fois au profit de l'adoptant, qui exercera en même temps les droits de puissance paternelle subsistant au profit du père ou de la mère, tuteur légal.

Il est permis d'ailleurs à un tuteur d'adopter un pupille, mais le tuteur est tenu dans ce cas de procéder, avant l'adoption, à une reddition du compte de tutelle (2).

La Cour de Lyon a également décidé que, si l'adopté est mineur, l'adoption ne met pas fin à la tutelle, et notamment lorsque l'adoptant se marie avec la mère de l'enfant, celle-ci reste tutrice et l'adoptant devient cotuteur (3).

Enfin, il est admis que si, postérieurement à l'adoption, les parents légitimes de l'adopté mineur viennent à mourir, l'administration légale de l'adoptant se transforme en tutelle, car le motif par lequel on justifie, dans l'opinion extensive du transfert de la puissance paternelle à l'adoptant, l'attribution de l'administration légale qui lui est faite, n'existe plus, les père et mère légitimes n'étant plus là pour surveiller l'exercice de ce droit par l'adoptant.

Quatrième conséquence

L'adoption crée certains empêchements au mariage.

C'est ce qui résulte de l'art. 354 (*anc. art. 348*). Il y a : 1° Empêchement prohibitif au mariage entre l'adopté et les autres enfants adoptifs de l'adoptant, ou avec les enfants légitimes qui naîtraient de l'adoptant après l'adoption. Par suite du caractère simplement prohibitif de cet empêchement, les prohibitions au mariage qui en résultent peuvent être levées par décret pour des causes graves. Tenant compte de la facilité avec laquelle ces dispenses sont accordées, le Code civil allemand ne consacre comme prohibition que celle du mariage entre l'adoptant et l'adopté.

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1920, p. 117, 152 et 153, pour le transfert partiel ; et p. 91 et 118, pour le transfert total.

(2) Jugement du Tribunal civil de Versailles, 16 et 31 octobre 1923, D. 1924-II-161, note de M. Rouast.

(3) Cour de Lyon, 27 juin 1925, *Gaz. des Tribunaux*, 10 mars 1926.

2° Empêchement dirimant au mariage entre l'adoptant et le conjoint ou les enfants de l'adopté, et réciproquement entre ceux-ci et l'adoptant ou le conjoint de l'adoptant. Mais, comme les prohibitions de mariage sont d'interprétation stricte, il ne serait pas interdit à un ascendant de l'adoptant d'épouser l'adopté ; il n'y a pas d'ailleurs de parenté légale entre eux ; mais c'est une observation purement théorique, si l'on songe que l'adoptant doit être âgé de plus de 40 ans et avoir au moins 15 ans de plus que l'adopté (art. 344).

Cinquième conséquence : obligation alimentaire

Aux termes de l'art. 356, l'adoption crée une obligation alimentaire réciproque entre l'adoptant et l'adopté. D'autre part, d'après l'art. 353 nouveau, qui consacre la solution admise par la jurisprudence antérieure, le lien de parenté adoptive s'étend aux descendants légitimes de l'adopté ; par suite ceux-ci sont tenus de l'obligation alimentaire vis-à-vis de l'adoptant, et réciproquement ils ont le droit de lui réclamer des aliments. Mais l'obligation alimentaire fondée sur l'adoption ne s'étend pas au delà du cercle de ces personnes, et notamment elle n'existe pas entre l'adopté et les ascendants de l'adoptant, car il n'y a aucun lien de parenté entre eux.

Par contre l'obligation alimentaire subsiste entre l'enfant adoptif et ses père et mère, mais ceux-ci ne sont obligés de lui fournir des aliments qu'à titre subsidiaire et seulement s'il ne peut pas en obtenir de l'adoptant (art. 356, *al.* 2).

Toutes ces solutions concordent d'ailleurs avec celles qui sont admises par la plupart des législations étrangères.

Sixième conséquence

L'adoption crée des droits de succession, sanctionnés par une réserve, au profit de l'adopté et des enfants légitimes ou légitimés de ce dernier, sur le patrimoine de l'adoptant.

A cet égard la loi nouvelle n'a pas modifié les solutions déjà admises sous l'empire du Code civil. L'adopté reste sans doute étranger aux successions des parents de l'adoptant, puisqu'il ne leur est rattaché par aucun lien de parenté, mais il exerce dans la succession de ce dernier tous les droits d'un enfant légitime ; il a également, par rapport à l'adoptant le même droit de réserve qu'un enfant légitime. D'autre part les enfants légitimes ou légitimés de l'adopté peuvent représenter ce dernier à la succession de l'adoptant ils ont à eux tous dans cette succession la même part de réserve que leur auteur.

Etant héritier réservataire, l'adopté a naturellement droit à l'exercice de l'action en réduction qui protège la réserve. Il semble qu'on devrait conclure de cette assimilation de l'enfant adoptif aux enfants légitimes de l'adoptant que, au même titre que les enfants légitimes d'un premier lit de

l'adoptant, il a le droit de faire réduire à la quotité disponible les libéralités excessives que l'adoptant remarié aurait faites à son second conjoint en violation de l'art. 1098. Cependant la Cour de Cassation, dans une espèce d'ailleurs antérieure à la loi de 1923, a refusé à un enfant adoptif l'action en réduction accordée aux enfants d'un premier lit par l'art. 1098 (1).

Enfin, en concours avec un enfant adoptif, le conjoint survivant de l'adoptant n'a droit qu'à un quart en usufruit dans la succession *ab intestat* de ce dernier (loi du 29 avril 1925, complétant l'art. 767). Il est admis, d'ailleurs, par une jurisprudence bien antérieure à la loi de 1923 qu'il n'y a pas lieu de distinguer à ce sujet entre les enfants de l'adopté nés depuis l'adoption et ceux qui étaient nés auparavant (Cass. 10 novembre 1869, S. 70-I-18, D. 70-I-209).

Tous peuvent exercer les mêmes droits que leur auteur en cas de prédécès de celui-ci dans la succession de l'adoptant.

Mais le droit de succession résultant de l'adoption n'est pas réciproque. Institué uniquement au profit de l'adopté, il n'existe pas au profit de l'adoptant, celui-ci n'a aucun droit à la succession de l'adopté. C'est là une règle contraire au principe général de réciprocité qui caractérise la vocation héréditaire en Droit français, mais elle se justifie par le motif que l'adoption ne doit jamais être une source d'enrichissement pour l'adoptant. La règle contraire eût été dangereuse, elle aurait été susceptible d'inciter certaines personnes à l'adoption pour tenter de recueillir le patrimoine d'un orphelin riche.

Toutefois l'adoptant dispose d'un droit de retour légal sur les biens qu'il avait donnés à l'adopté (*art. 358 et 359*). Ce droit passe aux descendants légitimes ou légitimés de l'adoptant, mais non à ses enfants naturels.

D'ailleurs deux différences séparent le retour légal exercé par l'adoptant et le même droit exercé par ses enfants légitimes ou légitimés :

1° L'adoptant peut exercer ce droit de retour non seulement dans la succession de l'adopté, mais même dans celle des enfants légitimes ou légitimés de ce dernier, lorsque, ayant recueilli les choses données à leur auteur, ils sont à leur tour prédécédés sans postérité. Tandis que les enfants de l'adoptant ne peuvent exercer le droit de retour légal que dans la succession de l'adopté lui-même et non dans celle des descendants de celui-ci (*art. 358*).

2° Par contre les descendants de l'adoptant donateur peuvent exercer leur droit de retour non seulement sur les biens donnés par l'adoptant, mais aussi sur la part recueillie dans la succession de l'adoptant par l'adopté prédécédé sans postérité.

Le principe que l'adopté hérite de l'adoptant a suscité diverses difficultés dont voici les principales :

1° En cas de donation sujette à un droit de retour légal ou conven-

(1) Cass. civ., 11 décembre 1922, S. 1923-I-313, *note de M. Simonet*. — D. 1925-I-121, *note de M. Capitant*.

tionnel, on s'est demandé si la présence d'enfants adoptifs du donataire prédécédé met obstacle à l'exercice du droit de retour (*art. 747 et 951-952*).

MM. Colin et Capitant estiment que l'existence d'un enfant adoptif du donataire ne met pas obstacle à l'exercice du droit de retour de l'ascendant donateur, par le motif que cet enfant ne peut être considéré à l'encontre de l'ascendant donateur comme la postérité du donataire (1).

Au contraire, d'après M. Planiol, l'enfant adoptif ayant sur la succession de l'adoptant les mêmes droits que s'il était légitime, sa présence doit produire les mêmes effets que celle d'un enfant légitime du donataire, et par conséquent empêcher le retour légal (2).

La loi de 1923 semble d'ailleurs s'être proposé l'assimilation la plus complète possible de l'enfant adoptif à l'enfant légitime, au moins par rapport à la personne de l'adoptant.

2° Toujours en cas de donation, l'existence d'un enfant adoptif du donateur lors de la donation ne paraît pas, au contraire, susceptible de mettre obstacle à la révocation ultérieure de cette donation pour survenance d'un enfant légitime du donateur (*art. 960 C. civ.*), car cette révocation n'a été instituée que dans l'intérêt des enfants légitimes du donateur (3).

A fortiori l'adoption, postérieure à la donation, par le donateur ne serait pas une cause de révocation de la donation, car le donateur y trouverait un moyen trop facile de faire dépendre de sa seule volonté le sort de la donation.

3° La jurisprudence tend à assimiler, comme personne interposée par rapport à un donataire ou à un légataire incapable de recevoir, l'enfant adoptif aux enfants légitimes de ce dernier (*art. 911 et 1.099*).

4° Mais la difficulté la plus sérieuse, résultant de l'assimilation d'un enfant adoptif, à un enfant légitime en tant qu'héritier de l'adoptant, est relative à l'application de la taxe successorale sur le capital net global de la succession, lorsque le défunt a laissé un enfant adoptif.

La taxe successorale, instituée par l'article 10 de la loi du 31 décembre 1917, modifiée par la loi du 25 juin 1920, art. 29, et majorée d'un double décime par la loi du 22 mars 1924, art. 3, consiste en une taxe progressive et par tranches, atteignant l'ensemble du capital net global de la succession, mais exigible seulement lorsque le défunt ne laisse pas au moins 4 enfants vivants ou représentés. Cette taxe qui est perçue indépendamment des droits auxquels les mutations par décès sont assujetties, constitue, dans l'esprit de la loi du 25 juin 1920, un prélèvement effectué par l'Etat sur la masse héréditaire pour compenser les charges fiscales que l'absence ou le petit nombre d'enfants a permis au défunt d'éviter. Le paiement de la totalité de la taxe est à la charge des héritiers, donataires ou légataires

(1) Colin et Capitant, *Cours élémentaire de Droit civil français*, T. III, 1^{re} édition, p. 427.

(2) Planiol et Ripert, *Traité élémentaire de Droit civil*, 10^e édition, T. III, n° 1.902.

(3) Planiol et Ripert, *op. cit.*, T. III, n° 2.664-V. — Colin et Capitant, *op. cit.*, T. III, p. 806.

universels ou à titre universel, qui doivent l'effectuer dans les mêmes délais que le versement des droits de mutation par décès. Elle est liquidée sur l'ensemble de la masse héréditaire avant toute détermination des parts nettes, car elle constitue une dette de l'hérédité.

La taxe commence à être perçue lorsque le défunt ne laisse que 3 enfants vivants ou représentés, et elle augmente à mesure que ce nombre diminue.

On s'est, dès lors, demandé s'il fallait comprendre l'enfant adoptif au nombre de ceux dont la présence supprime ou diminue la taxe successorale.

L'Administration de l'Enregistrement s'est naturellement prononcée pour la négative. Dans les mémoires qu'elle a présentés aux tribunaux, elle a soutenu que, pour l'établissement de la taxe successorale, le législateur a voulu donner une prime à la natalité en tenant compte des charges plus ou moins lourdes que le père de famille a dû s'imposer pour élever sa descendance ; que, dès lors, l'enfant adoptif ne pourrait venir en ligne de compte pour la détermination de cette taxe, car il n'est pas entièrement assimilé aux héritiers du sang. Enfin elle a ajouté que le mot « enfant » dans la loi fiscale doit être interprété restrictivement : or la loi du 31 décembre 1917, art. 10, et celle du 25 juin 1920, art. 29, ne visent que les enfants nés du défunt ; il n'y a pas lieu par suite, pour déterminer l'exigibilité de la taxe, de faire entrer en ligne de compte les enfants adoptifs du *de cujus*.

Cette argumentation a été adoptée par un jugement du Tribunal civil d'Avallon du 8 juillet 1921 (1).

Au contraire, les tribunaux de Villefranche-sur-Saône (14 juin 1922) et de Rennes (19 décembre 1922) (2), ont écarté la thèse de l'administration en déclarant que le mot « enfant » comprend l'enfant adoptif et que, dans la succession de l'adoptant, l'enfant adoptif, ayant les mêmes droits qu'un enfant légitime, doit être compté pour le calcul de la taxe successorale.

C'est également dans ce sens que s'est prononcée la Cour de cassation sur les pourvois formés par l'Administration de l'Enregistrement contre les jugements défavorables à sa thèse. La Cour suprême décide que l'art. 10 de la loi du 31 décembre 1917, sous le nom d'enfants, « comprend, par la « généralité de ses termes, tous les enfants auxquels la loi accorde une « vocation successorale et que le sens de ce mot ne saurait être différent « dans cet article et dans les dispositions de la même loi relatives aux « droits de mutation. »

L'arrêt ajoute que, d'après le principe posé par l'art. 350 ancien du Code civil et maintenu sous le nouvel article 357 par la loi du 19 juin 1923, l'adopté, ayant sur la succession de l'adoptant les mêmes droits que l'enfant né du mariage, doit bénéficier du même tarif pour les droits de mutation et ne peut pas se trouver dans une situation moins favorable en

(1) D. 1922-II-97, 1^{re} espèce.

(2) *Journal de l'Enregistrement*, 1922, n° 31.776. — D. 1922-II-97.

ce qui concerne la taxe successorale. En un mot conclut l'arrêt « cette taxe « ne peut pas frapper plus lourdement l'enfant adoptif que l'enfant né « du mariage (1).

C'est avec raison que la Cour de cassation s'est refusée à laisser mettre en échec les principes du Droit civil par les intérêts fiscaux. On conçoit sans doute que l'Enregistrement se soit élevé de toutes ses forces contre l'assimilation de l'enfant adoptif à l'enfant légitime, car cet enfant comptera deux fois pour le calcul de la taxe successorale : d'abord dans la succession de ses parents et ensuite dans celle de l'adoptant. Mais il n'en est pas moins vrai que son éducation a pu imposer à l'adoptant des charges aussi lourdes que celles d'un enfant légitime ; il est juste, dès lors, de le considérer comme l'enfant du défunt pour l'établissement de la taxe.

Cependant la fiscalité, défendant toujours ses intérêts, chercha à obtenir une intervention parlementaire. Le projet de budget de 1925 contenait une disposition tendant, à la requête de l'Enregistrement à ce que la taxe successorale fut liquidée sur la succession de l'adoptant sans tenir compte de l'adopté. D'autre part, en vue de restreindre les adoptions à but fiscal, il proposait de porter les droits de mutation entre adoptant et adopté au taux d'oncle à neveu, mais ce projet fut repoussé.

D'autres ont proposé, tout en frappant des droits ordinaires de mutation les personnes qui recourent à l'adoption dans le seul but d'échapper aux tarifs élevés entre collatéraux ou entre étrangers, d'admettre une exception en faveur de celles qui, en toute bonne foi, n'usent de cette institution qu'en vue d'en tirer les seuls avantages de droit et de fait prévus par le Code civil (2). Mais il serait bien difficile de faire la différence, toute discrimination entre deux catégories d'adoptions serait forcément arbitraire et l'Enregistrement ne manquerait pas de réclamer à l'adopté les droits les plus élevés sur la succession de l'adoptant toutes les fois que celle-ci présenterait une certaine importance.

Septième conséquence

L'adopté a le droit de provoquer l'interdiction judiciaire ou l'interne-ment de l'adoptant pour cause de folie de celui-ci ; l'adoptant possède le même droit à l'égard de l'adopté (3).

Tels sont les effets résultant du lien de parenté fictive que l'adoption crée entre l'adoptant et l'adopté.

(1) Cour de Cass., Ch. civ., arrêt du 26 juin 1924, Enregistrement contre Roche-Champier, *Dalloz hebdomadaire* 1924, p. 530. — *Gazette du Palais*, 19 septembre 1924.

(2) Voir un article de M. le Député Faugère, *Revue politique des Idées et des Institutions*, n° du 15 octobre 1924, p. 433.

(3) Planiol, Ripert et Savatier. — *Traité pratique de Droit civil français*, T. I^{er}, *les Personnes*, n° 668.

Deuxième Principe

Toutefois l'adoption laisse subsister le lien de parenté naturelle qui unit l'adopté à sa famille par le sang. Contrairement à la conception du droit romain, l'adopté n'est pas éliminé de sa famille naturelle.

De ce principe du maintien de l'adopté dans sa famille naturelle découlent les conséquences suivantes :

Première conséquence

En cas de décès, d'absence, d'interdiction ou de déchéance de la puissance paternelle de l'adoptant, celle-ci revient aux parents par le sang.

Deuxième conséquence

L'adoption laisse subsister les empêchements au mariage que la parenté et l'alliance créent entre l'adopté et ses proches parents.

Troisième conséquence

L'obligation alimentaire subsiste entre l'adopté et ses parents par le sang, car l'adopté demeure tenu de tous ses devoirs vis-à-vis de sa famille naturelle. Toutefois, l'obligation alimentaire de ses parents à son égard n'existe plus qu'à titre subsidiaire (*art. 356, § 2*) et seulement si l'adoptant est dans l'indigence.

Quatrième conséquence

L'adopté conserve tous ses droits de succession dans sa famille naturelle, avec réciprocité au profit de ses parents.

Enfin, par suite du maintien du lien du sang qui continue d'unir étroitement l'enfant à ses parents par le sang, il semble que le fils adoptif d'un propriétaire ne peut pas invoquer le droit de reprise prévu par la loi du 31 mars 1922 (*art. 13*) sur les locaux loués que ce propriétaire veut faire occuper par ses descendants (1).

(1) En ce sens, Tribunal civil de la Seine, 6 mai 1925. *Dalloz hebdomadaire* 1925, p. 481.

CHAPITRE V

Comment finit l'adoption

Sans parler de la mort de l'adoptant et de l'adopté, l'adoption prend fin :

- 1° Par la révocation ;
- 2° Par l'annulation ;
- 3° Par suite de la déchéance de la puissance paternelle encourue par l'adoptant ;
- 4° Enfin, en cas d'adoption d'un enfant naturel, par la légitimation ultérieure de ce dernier.

§ I. La révocation de l'adoption

Sous l'empire du Code civil, l'adoption était irrévocable. On considérait comme impossible qu'un consentement mutuel vînt rompre les rapports de filiation civile qu'elle établit.

L'autorité publique étant intervenue pour confirmer le contrat d'adoption passé entre les parties, celles-ci n'étaient plus libres de le briser.

Le législateur de 1923 ayant permis l'adoption des mineurs, la faculté de révoquer l'adoption parut indispensable, étant donné que les mineurs ne peuvent y consentir alors qu'ils n'ont pas atteint l'âge de 16 ans (*art.* 360).

Toutefois, à la différence de la plupart des législations étrangères, qui admettent la révocation par consentement mutuel (Code civil allemand *art.* 1768 et suiv. — Code civil suisse, *art.* 269), la loi française décide que cette révocation ne peut être prononcée que par jugement et pour des motifs très graves, car il est inadmissible qu'un simple accord de volontés puisse modifier à la légère une institution concernant l'état des personnes (1).

C'est pour le même motif que la révocation unilatérale, même au profit de celui qui, ayant été adopté avant d'avoir atteint l'âge de 16 ans, par

(1) Observations de M. Ripert à la Commission de la *Société d'Etudes législatives*, *Bulletin de cette Société*, 1920, p. 155.

conséquent sans son consentement, la demande à sa majorité, n'a pas été admise.

La révocation peut être demandée par l'adopté, comme par l'adoptant. Aucune autorisation n'est d'ailleurs nécessaire : c'est ainsi que l'adoptant ou l'adopté mariés peuvent agir en révocation sans en référer à leur conjoint. En cas d'adoption du même enfant faite par deux époux, l'un d'eux pourra révoquer l'adoption, alors que celle-ci subsistera au regard de l'autre époux (1).

Si l'adopté est majeur, il agira sans difficulté. S'il est mineur et qu'il soit âgé de plus de 16 ans, il semble que, étant capable de se lier par le contrat d'adoption, le mineur doit également être capable d'en briser les liens en intentant une action en révocation avec la même autorisation qui lui serait nécessaire pour le contrat d'adoption (2). Mais, si l'adopté est mineur de 16 ans, le droit d'agir en révocation appartiendra uniquement au représentant légal de l'adopté : ce ne pourra pas être l'adoptant, car celui-ci s'opposerait vraisemblablement à la révocation. La demande devra donc émaner du père ou de la mère de l'enfant adoptif. Ce sont là les seules personnes qui peuvent agir en révocation ; le ministère public n'a pas ce droit. Il est certain notamment que, dans l'état actuel de la législation, il ne peut pas demander la nullité de l'adoption pour fraude fiscale, car le droit d'agir en nullité est formellement réservé aux parties par la loi (3).

Sur la compétence, la procédure et le jugement en matière de révocation, on ne trouve pas grand'chose dans la loi de 1923. Deux points paraissent cependant certains : 1° L'article 370 renvoyant aux art. 366 et 367, la publicité du jugement d'adoption s'applique également au jugement de révocation de l'adoption. Ce jugement devra donc être affiché à la principale porte de l'auditoire du Tribunal ou de la Cour, être inséré dans un journal d'annonces légales publié au domicile de l'adoptant, être transcrit, à la requête de l'avoué ayant obtenu le jugement, dans les trois mois sur les registres de l'état civil du lieu de naissance de l'adopté, sous les sanctions prévues par l'art. 367, et être mentionné en marge de l'acte de naissance de l'adopté.

2° Le jugement de révocation est, dans tous les cas, susceptible d'appel, l'art. 370 le dit expressément.

Pour le surplus la loi de 1923 est muette, mais, étant donné que sur les deux points particuliers précités, l'art. 370 renvoie aux art. 366 et 367, textes spéciaux à l'adoption, il semble bien que, en dehors de ces deux points, le droit commun doit s'appliquer.

D'ailleurs, à la différence de la procédure d'adoption, la procédure de révocation présente certainement le caractère d'une procédure contentieuse, puisqu'il y a un demandeur et un défendeur et que l'appel est possible. De

(1) Planiol, Ripert et Rouast, *Traité pratique de Droit civil, la Famille*, T. II, n° 1.050.

(2) Planiol, Ripert et Rouast, *op. cit.*, n° 1.050.

(3) Planiol, Ripert et Rouast, *op. cit.*, n° 1.050.

ce caractère contentieux, on doit déduire les conséquences suivantes : 1° Le Tribunal compétent est celui du défendeur et non celui qui a prononcé l'adoption (1) ; 2° la procédure, introduite par voie d'assignation, aura lieu en audience publique ; 3° le jugement sera motivé (2) ; 4° le jugement sera passible, indépendamment de l'appel, des voies de recours de droit commun et notamment du pourvoi en Cassation (3).

Il va de soi que la révocation de l'adoption ne pourra être prononcée que pour des motifs graves, articulés par l'adoptant ou l'adopté, par exemple si l'un ou l'autre se conduit mal (4).

La jurisprudence paraît admettre que la révocation serait possible même pour une adoption antérieure à la loi de 1923 (5).

Il convient d'ajouter, relativement à l'instance en révocation, qu'un projet de loi a été déposé en 1925 en vue de conférer au ministère public le droit de demander la révocation de l'adoption (6).

L'exposé des motifs signale qu'il y a des cas particuliers où la révocation n'est demandée ni par l'adoptant ni par l'adopté, alors qu'il y a scandale et, par suite, utilité à faire cesser cette adoption ; le ministère public paraît tout désigné pour intervenir en pareille occurrence.

Les effets de la révocation se produiront seulement pour l'avenir ; notamment, à l'égard des tiers, ses effets ne dateront, semble-t-il, que du jour de la transcription, tandis que, entre les parties les effets de la révocation prendront leur cours du jour du jugement (7).

Ces effets seront les suivants :

1° L'adoption prend fin pour l'avenir seulement ; l'adopté conservera sans doute les avantages qu'il a pu recueillir de l'adoptant, mais il perdra ses droits de succession sur les biens de ce dernier.

2° L'adopté reprendra le nom qu'il avait avant l'adoption et cessera de porter le nom de l'adoptant qu'il avait ajouté au sien.

3° Les empêchements au mariage entre les personnes indiquées à l'article 354 disparaissent.

4° L'obligation alimentaire entre l'adoptant et l'adopté cesse pour l'avenir.

Mais il subsiste une difficulté à laquelle le législateur de 1923 n'a pas songé : si l'adoptant a donné des biens à l'adopté et que l'adoption soit révoquée par un jugement ultérieur, l'adoptant perdra-t-il, en cas de prédécès de l'adopté sans postérité, son droit de retour légal sur les biens qu'il avait donnés à ce dernier ?

Il semble que le droit de retour légal devra s'exercer, car ce droit de

(1) *Contrà*, cependant, Tribunal civil de Versailles, 31 octobre 1923, D. 24-II-161.

(2) *Contrà*, Trib. civil de Versailles, 31 octobre 1923, précité.

(3) *Planiol, Ripert et Rouast, op. cit.*, n° 1.051.

(4) Tribunal civil de Versailles, 31 octobre 1923, précité.

(5) Trib. civil de Versailles, 31 octobre 1923, précité.

(6) *Journal Officiel, Doc. parl.*, session extraordinaire 1925. Chambre, annexe 2.019, p. 33.

(7) *Contrà Planiol, Ripert et Rouast, op. cit.*, n° 1.052.

retour résulte d'une clause sous-entendue au moment de la donation et qui doit s'appliquer quels que soient les événements ultérieurs (1). Mais le législateur aurait été bien inspiré de prévoir cette éventualité et de donner la solution dans un texte.

§ II. L'annulation de l'adoption

L'adoption peut être annulée par une décision judiciaire pour vice de fond ou vice de forme du contrat d'adoption. Il s'agira alors d'une nullité absolue. L'annulation pourra provenir, en outre, des vices du consentement de l'une ou l'autre partie, et, dans ce cas, la nullité sera relative. Mais, dans les deux cas, la nullité sera rétroactive.

La jurisprudence admettait la nullité dès avant la loi de 1923 (2).

Par un arrêt du 27 février 1924, la Cour de cassation (Chambre civile) a encore décidé qu'une adoption testamentaire faite avant la loi de 1923 était frappée de nullité à défaut de constatation du consentement des parties par un procès-verbal du Juge de Paix (3).

La nullité sera demandée, en cas de vice du consentement : par la personne victime de ce vice ; — au cas où les autorisations nécessaires à un adopté mineur n'auraient pas été données : soit par l'enfant, soit par celui des parents dont le consentement a fait défaut.

Si l'adoptant ou l'adopté est marié et que le consentement du conjoint n'ait pas été obtenu, la nullité sera invocable par le conjoint intéressé.

Enfin, s'il y a nullité absolue pour vice de forme du contrat d'adoption ou de la décision d'homologation, la nullité sera à la disposition de toute personne intéressée. Toutefois, comme l'action en nullité du contrat d'adoption présente le caractère d'une action en contestation d'état, cette action ne pourra être intentée par un tiers que si ce dernier justifie d'un intérêt pécuniaire (4).

Il a été jugé notamment que l'action en nullité du contrat d'adoption n'est pas recevable, faute d'intérêt pécuniaire, de la part d'un parent de l'adoptant qui était déjà évincé de la succession de ce dernier par une institution contractuelle et par un legs universel au profit de l'adopté (5).

Contre la nullité possible de l'adoption on a objecté, toutefois, que, l'adoption ayant été homologuée par un jugement, ce jugement ne peut pas disparaître par la volonté des parties, car « voies de nullité n'ont lieu contre un jugement ». Mais il est facile de réfuter cette objection, si l'on considère que le jugement d'homologation de l'adoption ne constitue qu'un acte de juridiction gracieuse, qui n'a jamais l'autorité de la chose jugée.

(1) En ce sens, M. Ambroise Colin, *Bulletin de la Société des Etudes législatives*, 1921, p. 40.

(2) Cass., 10 février 1892, D. 92-I-329. — S. 92-I-140.

(3) D. 1924-I-21.

(4) Cass., 17 décembre 1913, D. 1914-I-261.

(5) Trib. de Châteauroux, 1^{er} mars 1926, *Gaz. des Tribunaux* du 28 avril 1926.

§ III. Déchéance de la puissance paternelle encourue par l'adoptant

La révocation de l'adoption présente ce grave inconvénient qu'elle entraîne pour l'adopté la perte du droit de succession. Aussi le législateur de 1923 a-t-il estimé qu'il suffirait de prononcer contre l'adoptant la déchéance totale ou même partielle de la puissance paternelle pour faire disparaître les motifs susceptibles de justifier la révocation.

C'est cette déchéance que prévoit l'art. 370 du Code civil. Elle est soumise, d'ailleurs, aux conditions prévues par les lois du 24 juillet 1889 et du 15 novembre 1921. Les attributs de la puissance paternelle reviendront aux parents de l'adopté s'ils vivent encore, à moins qu'il n'y ait double adoption, auquel cas ces droits passeraient au conjoint non déchu de la puissance paternelle.

§ IV. Substitution de la légitimation à l'adoption

Au cas d'adoption d'un enfant naturel qui serait ensuite légitimé par l'adoptant, l'adoption prend fin de plein droit, car elle est absorbée par la légitimation, institution qui produit des effets beaucoup plus complets. Elle rattache en effet l'enfant légitime d'une manière absolue aux deux familles de ses auteurs, tandis que l'adoption n'établit de lien qu'entre l'adoptant et l'adopté.

Cette substitution se produit d'ailleurs de plein droit, car la légitimation est un effet légal du mariage des auteurs de l'enfant.

CONCLUSION

Si l'on fait un retour sur les dispositions de la loi du 19 juin 1923, on constate que cette loi a singulièrement facilité les adoptions et qu'elle s'est efforcée de donner la vie à une institution qui, dans bien des cas, peut être bienfaisante (1).

En supprimant l'adoption rémunératoire et l'adoption testamentaire, en ne subordonnant l'adoption qu'à de justes motifs et à la perspective d'avantages pour l'adopté, en abaissant de 50 à 40 ans l'âge à partir duquel une personne peut en adopter une autre, en simplifiant la procédure et surtout en permettant l'adoption des mineurs qui est incontestablement la plus utile, la loi nouvelle s'est montrée infiniment plus favorable que le Code civil à l'adoption.

Désormais celui qui n'a pas d'enfant aura la possibilité de s'attacher par un lien légal un neveu, un cousin, un étranger même, dans lequel il verra le continuateur possible de ses œuvres et dont il fera l'héritier de son patrimoine. D'autre part, là où le décès de l'un des auteurs d'un enfant naturel mettra un obstacle définitif à sa légitimation, la situation de cet enfant pourra cependant être régularisée par celui de ses parents qui survit, grâce à l'adoption dont l'application bienfaisante est étendue désormais même aux enfants mineurs.

On a remarqué aussi que, fréquemment dans la pratique, l'adoption émane d'un homme ou d'une femme qui se marie avec une veuve ou un veuf et qui, avec le consentement de son conjoint, adopte les enfants du premier lit de ce dernier, rétablissant ainsi le foyer dont un décès prématuré les avait privés. Ici encore la loi nouvelle est de nature à faciliter cet acte de bienveillance.

Ce n'est pas à dire cependant que l'œuvre du législateur de 1923 échappe de tous points à la critique. En transférant la puissance paternelle sur l'adopté mineur à l'adoptant, elle a grandi en quelque sorte le rôle de ce dernier, qui est appelé désormais à la direction complète de l'enfant et à subir en conséquence toute la responsabilité qu'engendre une aussi noble mission.

(1) Nous devons à l'obligeance de M. Crépin-Leblond, rédacteur au ministère de la Justice, les indications suivantes sur le chiffre des adoptions, depuis la loi du 19 juin 1923 : 1923 (6 mois) : 613 (Tribunaux et Cours) ; 1924 : 1.675 (Tribunaux), 25 (Cours) ; 1925 : 1.334 (Tribunaux), 27 (Cours) ; 1926 : 1.259 (Tribunaux), 14 (Cours) ; 1927 : 1.342 (Tribunaux seulement), au lieu d'une centaine par an auparavant.

Mais le législateur de 1923 a réservé en même temps dans une certaine mesure les droits de la famille naturelle ; l'art. 352 nouveau dispose formellement que l'adopté reste dans sa famille naturelle et y conserve tous ses droits. Abstraction faite du retour légal de l'adoptant, la succession de l'adopté est déférée à ses propres parents, et c'est cette coexistence de deux liens familiaux, dont le domaine respectif n'a pas été suffisamment délimité par les rédacteurs de la loi de 1923, qui suscite, — nous l'avons vu, — les plus graves difficultés quant au contenu de la puissance paternelle transférée à l'adoptant.

Il est souhaitable que les propositions déjà déposées en vue de dissiper ces obscurités aboutissent à une réglementation plus précise.

On a reproché, d'autre part, à la loi nouvelle d'ouvrir la porte à l'arbitraire en autorisant les tribunaux à prononcer, *sans énoncer de motifs*, qu'il y a lieu ou qu'il n'y a pas lieu à adoption. De la sorte les magistrats pourront faire ce qu'ils voudront et, suivant leur opinion personnelle à l'égard de l'institution, ils accueilleront ou ils rejeteront systématiquement les demandes d'homologation (1).

Enfin on a présenté l'adoption comme une institution susceptible de favoriser trop facilement les fraudes à la loi fiscale. Mais il appartiendra aux tribunaux, précisément par le contrôle qu'ils exercent si librement sur les adoptions, d'écarter celles qui ne seraient pratiquées que dans la pensée d'éviter l'application d'un tarif d'impôt qui paraîtrait trop lourd (2).

Il est évident que le désir d'échapper au paiement de droits de mutation par décès ou de la taxe successorale ne sera jamais considéré comme un juste motif d'adoption, quel que soit l'avantage qui en résulte pour l'adopté. Mais, quand les juges constateront que l'affection, les soins donnés et la confiance réciproque ont créé, entre deux personnes que quinze années au moins séparent, des liens fort semblables à ceux qui unissent un père à

(1) Paul Chassagnade-Belmin, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation. *L'Adoption et la du 19 juin 1923, Revue Catholique des Institutions et du Droit*, n° de mars-avril 1925, p. 144.

(2) Les droits d'enregistrement auxquels donne lieu l'adoption sont les suivants :

Adoption devant le juge de paix, 11 fr. 20, Loi du 22 frimaire an VII, art. 68, § 1, n° 9; 28 février 1872, art. 4.

... Devant un notaire, 22 fr. 50, Loi du 22 frimaire an VII, art. 68, § 1, n° 51.

Jugement d'homologation, 562 fr. 50, Loi du 26 janvier 1892, art. 17, n° 11.

Homologation résultant de l'arrêt de la Cour d'appel, 1.125 fr., Loi du 26 janvier 1892, art. 17, n° 12, quand la Cour est appelée à statuer.

Ces droits constituent déjà par eux-mêmes un impôt assez lourd, susceptibles de compenser dans une certaine mesure les droits de mutation par décès.

Il convient de noter d'ailleurs que la jurisprudence ne semble pas disposée à admettre l'action de l'Enregistrement en nullité des adoptions susceptibles de causer un préjudice au fisc. Le tribunal départemental de l'Indre vient, notamment, de refuser à l'administration de l'Enregistrement l'exercice de l'action paulienne en vue de faire annuler une adoption qui avait pour résultat de priver le fisc de droits de mutation par décès très élevés (il s'agissait dans l'espèce de plusieurs millions) (Jugement du 22 novembre 1927, D. 28-II-1). Le Tribunal déclare que l'action paulienne permet seulement au créancier d'attaquer les actes pécuniaires qui appauvrissent le patrimoine du débiteur, mais qu'elle ne peut pas recevoir d'application relativement aux actes qui concernent l'état des personnes.

un fils, ils n'hésiteront pas, malgré le préjudice qui pourrait en résulter pour le Trésor, à donner à ces rapports leur consécration civile en autorisant l'adoption.

Vu par le Président de la thèse :
R. PIEDELIÈVRE.

Vu : le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*, 5^e édition par M. Martin.
- DEMOLOMBE, *Cours de Code civil*.
- PLANIOL, RIPERT et SAVATIER, *Traité pratique de droit civil français*, T. I, les Personnes.
- PLANIOL, RIPERT et ROUAST, *Traité pratique de droit civil français*, T. II, La Famille.
- BAUDRY-LACANTINERIE, *Traité théorique et pratique de Droit civil*. Supplément par Julien Bonnecase, T. I^{er}.
- PLANIOL et RIPERT, *Traité élémentaire de Droit civil*, T. III, 10^e édition.
- COLIN et CAPITANT, *Cours élémentaire de Droit civil français*, T. III, 1^{re} édition.
- SECRÉTAN, *L'adoption en droit comparé*, Thèse, Lausanne, 1914.
- VERDENAL, *L'adoption dans la loi du 19 juin 1923*, Thèse, Paris, 1923.
- VIATTE, *Recueil général des lois, décrets et arrêtés, commentaire des lois nouvelles*.
- Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1920.
- Revue trimestrielle de Droit civil*, 1928.
- Annuaire de législation étrangère de la Société de législation comparée*.
- Journal de l'Enregistrement*.
- Le Temps* (20 juin 1923).
- La loi*.
- La Gazette des Tribunaux*.
- La Gazette du Palais*.
- Revue politique des Idées et des Institutions* (15 octobre 1924).
- Revue catholique des Institutions et du Droit* (mars-avril 1925).
- DALLOZ, *Recueil général des lois et arrêts. Répertoire. Codes annotés*.
- SIREY, *Recueil des lois et arrêts*.
- Codes civils* : allemand, autrichien, suisse, italien, espagnol, roumain.
-

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.	1
-----------------------	---

CHAPITRE I

Historique.

§ 1. — Réglementation de la législation de l'adoption d'après le Code civil.	5
§ 2. — Evolution de la législation depuis le Code civil....	7

CHAPITRE II

L'adoption dans les législations étrangères.....	11
§ 1. — Conditions de fond.	12
§ 2. — Conditions de forme.	15
§ 3. — Effets de l'adoption.	17
§ 4. — Révocation de l'adoption.	23

CHAPITRE III

Les conditions de fond et de forme de l'adoption

Section 1^{re} : Les Conditions de fond de l'adoption :

1° Relatives aux parties.....	25
2° Relatives à l'autorisation du mineur.....	26
3° Relatives à l'acte d'adoption.....	27

Section 2^e : Les formes de l'adoption..... 28 |

§ 1. — L'acte d'adoption.	28
§ 2. — Homologation de la justice.....	30
1° Prononcé du jugement.....	32
2° Publicité du jugement.....	33
3° Voies de recours.	35

CHAPITRE IV

Les effets de l'adoption.	39
Premier principe. Lien de parenté adoptive.	39
Première conséquence, relative au nom.	40
Deuxième conséquence, relative à la nationalité.	42
Troisième conséquence. Transfert de la puissance paternelle.	42
Quatrième conséquence. Empêchements au mariage.	49
Cinquième conséquence. Obligation alimentaire.	50
Sixième conséquence. Droits de succession.	50
Septième conséquence. Droit de provoquer l'interdiction judiciaire ou l'internement.	54
Deuxième principe. Le lien de parenté naturelle subsiste.	55

CHAPITRE V

Comment finit l'adoption.	57
§ 1. — La révocation.	57
§ 2. — L'annulation.	60
§ 3. — Déchéance de la puissance paternelle encourue par l'adoptant.	61
§ 4. — Substitution de la légitimation à l'adoption.	61
Conclusion.	62
Bibliographie.	65

